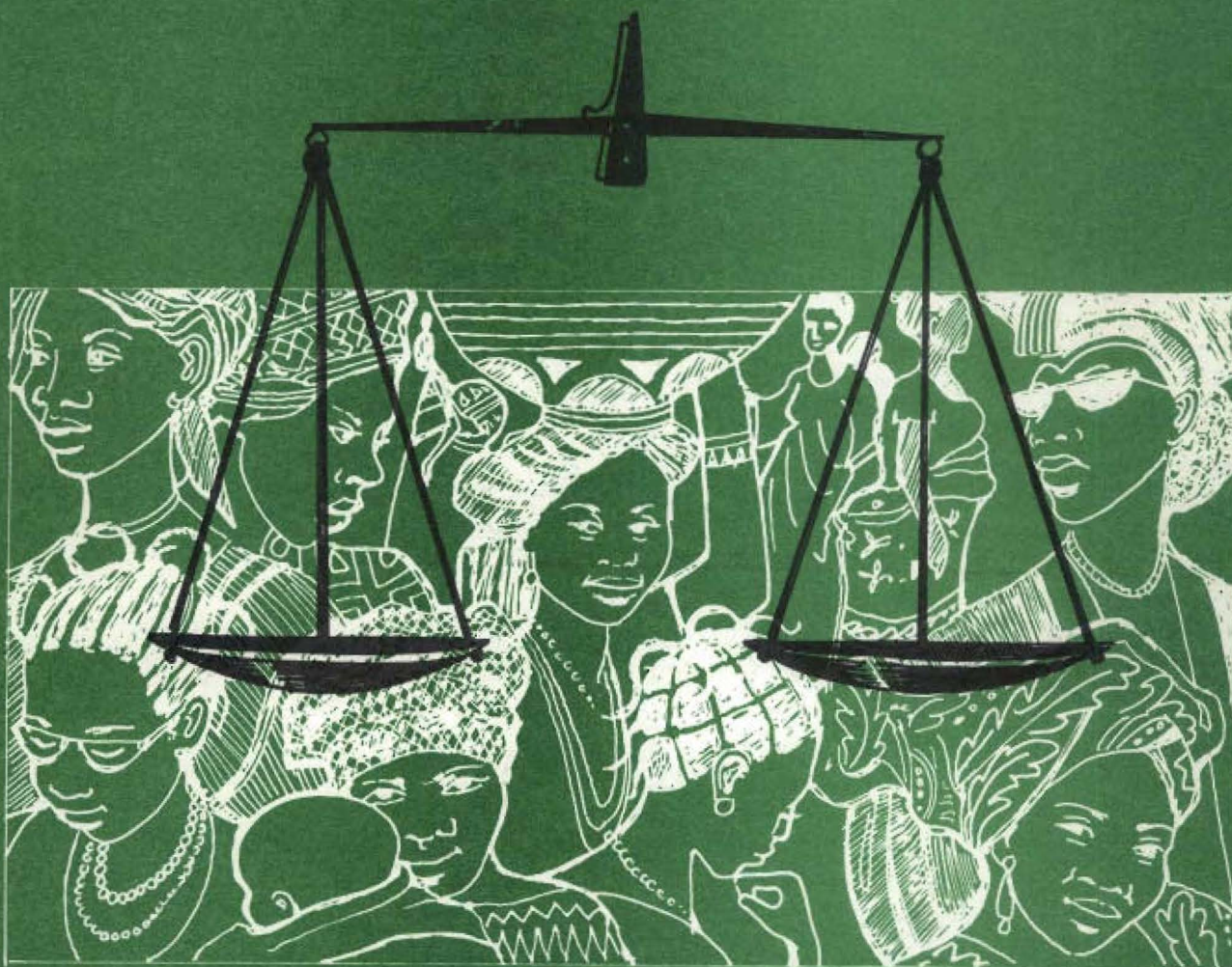


ALW
Série de recherche

24923
File Copy

LE DROIT ET LA CONDITION DE LA FEMME AU ZAIRE



Nations Unies

9
01.07.14
MUY
ZAI c.2

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

E/ECA/ATRCW/85/02

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
ADDIS-ABEBA
1985

LE DROIT ET LA CONDITION DE LA FEMME
AU ZAIRE

Série de recherche

01.07.14

MUY

ZAI

c.2

AVANT-PROPOS

L'étude sur " Le droit et la condition de la femme au Zaïre " fait partie des publications de la Série de recherche du Centre africain de recherche et de formation pour la femme de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CARFF/CEA).

Plusieurs études sur le droit et la condition de la femme ont déjà été réalisées dans différents pays africains, notamment en Ethiopie, au Maroc, au Mozambique, au Nigéria, en République centrafricaine, en République-Unie de Tanzanie (études publiées), au Burundi, au Cameroun, au Ghana et au Rwanda (études non encore publiées). Une étude est en cours en Ouganda.

La présente étude sur le droit et la condition de la femme au Zaïre a été réalisée par N'kulu Muyabo, Conseiller à la Cour d'appel de Kinshasa, et a été financée par le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. HISTORIQUE	1
II. DROITS ET DEVOIRS POLITIQUES ET CIVILS	3
A - Droits et devoirs politiques	3
B - Droits et devoirs civils	5
III. DROIT DE LA FAMILLE	6
A - Le mariage	6
1. Les sources du droit relatif au mariage et les différentes formes de mariage	6
2. Les conditions du mariage	7
a) le mariage civil	7
b) le mariage coutumier	8
3. Les effets du mariage	10
a) les effets extrapatrimoniaux	10
b) les effets patrimoniaux	13
4. La dissolution du mariage	13
a) le divorce	13
b) la séparation de corps	18
c) la répudiation	18
d) le décès	19
B - La filiation	20
C - L'adoption	21
IV. DROIT DE PROPRIETE, PRETS ET CREDIT	22
A - Le droit de propriété	22
B - le prêt et les facilités de crédit	23
V. EMPLOI, DROITS DU TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	24
A - Le droit au travail et l'emploi des femmes	24
B - Le droit du travail	25
1. Age minimum et capacité pour travailler	25
2. Le salaire	26
3. Les avantages sociaux	26
4. La protection de la femme au travail	27

	<u>Page</u>
C - Les femmes et l'action syndicale	28
D - La sécurité sociale	28
VI. ENSEIGNEMENT ET FORMATION	29
A- L'enseignement	29
B- La formation professionnelle	31
VII. PROTECTION DE LA SANTE MATERNELLE ET PLANIFICATION DE LA FAMILLE	32
A- Les services de santé au Zaïre	32
B- La planification de la famille	32
1. Le " programme des naissances désirables"	32
2. Le problème de l'avortement	33
VIII. DROIT PENAL	34
A- Répression de l'adultère et de l'abandon de famille	34
1. L'adultère	34
2. L'abandon de famille	35
B- Répression des crimes perpétrés contre les femmes	35
1. Le rapt	35
2. Les attentats à la pudeur et le viol	35
C- Répression des attentats aux mœurs et de la prostitution	35
D- Répression de la contraception et de l'avortement	36
IX. MECANISMES D'APPLICATION DES LOIS	37
X. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	39

I. HISTORIQUE

Le Zaïre est un pays aux dimensions continentales qui regroupe des centaines de tribus. Il en résulte une diversité de langues et de coutumes, mais aussi de systèmes juridiques.

Pendant la période précoloniale, le Zaïre, comme la plupart des pays africains, était régi par le droit traditionnel qui se caractérisait essentiellement par une forme rigide du système patriarcal, sauf dans certaines tribus qui pratiquaient le matriarcat (Bakongo dans la région du Bas-Zaïre, plusieurs tribus de la région de Bandundu, quelques tribus de la région du Shaba, etc.).

En dehors de ces quelques exceptions, la suprématie masculine était de règle. La femme n'avait presque pas de droits, même sur ses propres enfants, car ces derniers étaient soumis à l'autorité du père (régime patrilinéaire) ou des oncles maternels (régime matrilineaire). Elle ne participait ni à la gestion de la chose publique, ni à celle de la famille, sauf les rares cas de reines influentes que rapporte l'histoire des tribus Lunda (région du Shaba) et Bashi (région du Kivu). Elle acceptait et respectait l'ordre établi par les hommes, de peur d'être sanctionnée par les esprits des ancêtres.

La situation est demeurée la même durant la période de l'Etat indépendant du Congo au cours de laquelle le Zaïre (Congo) était propriété du Roi Léopold II de Belgique et jusqu'à l'époque où il est devenu colonie belge.

Le colonisateur belge a eu pour principe de ne pas imposer aux populations noires des solutions purement européennes, et a tenté de promouvoir des adaptations originales, tenant compte des traditions et des coutumes des populations.

Ces principes ont servi de base à la politique coloniale, fondée sur la différenciation raciale et se traduisant par l'existence d'une dichotomie juridique en vertu de laquelle les belges et les étrangers bénéficiaient de la protection des lois, tandis que les "indigènes" ressortissaient de leurs seules coutumes et de quelques lois particulières, (dans la mesure où ces coutumes ne compromettaient pas les intérêts de la colonie).

C'est ainsi que l'article 4 de la charte coloniale stipulait que "les Belges, les Congolais immatriculés dans la colonie et les étrangers jouissent de tous les droits civils reconnus par la législation du Congo belge. Leur statut personnel est régi par leurs lois nationales en tant qu'elles ne sont pas contraires à l'ordre public. Les indigènes non immatriculés du Congo belge jouissent des droits civils qui leur sont reconnus par la législation de la colonie et par leurs coutumes en tant que celles-ci ne sont

contraires ni à la législation, ni à l'ordre public. Les indigènes non immatriculés des contrées voisines leur sont assimilés".

A la dichotomie juridique correspondait une dichotomie judiciaire. En effet les non immatriculés n'avaient pas accès aux tribunaux de droit écrit et leurs recours ne pouvaient être présentés que devant les institutions judiciaires coutumières. Selon la jurisprudence, "le droit coutumier de l'indigène du Congo belge est son droit propre". Par une disposition légale, exception est faite pour les indigènes immatriculés auxquels s'applique le droit écrit congolais (Elis. 24 avril 1934, R.J.C.B., p.85).

En matière d'emploi comme en matière d'enseignement, des statuts et programmes distincts étaient réservés aux blancs et aux indigènes. C'est seulement dans les cinq dernières années précédant l'indépendance que des tentatives ont été faites pour modifier cette situation, notamment par l'uniformisation des programmes scolaires, initiée en 1957 par M. Buisseret, Ministre belge des colonies; la répression de l'aversion raciale (article 75 bis du code pénal, livre II); l'intégration des noirs dans la vie publique par l'élection de conseillers des communes (Déclaration du gouvernement du 13 janvier 1959 concernant le Congo belge, in Codes et Lois du Congo Belge, T.I.).

Dans ce contexte inégalitaire et discriminatoire, la situation des femmes indigènes était encore inférieure à celle des hommes, les coutumes ne leur reconnaissant que peu de droits, comme il a été mentionné précédemment. En outre, certaines lois particulières consacraient des principes d'inégalité entre les sexes.

En matière d'enseignement, les filles ont été longtemps tenues à l'écart des établissements scolaires. Par la suite elles ont dû se contenter d'écoles ménagères ou de formation d'accoucheuses. Ce n'est qu'avec la réforme Buisseret, déjà citée, que les religieux et religieuses seront incités à organiser des cycles d'études secondaires pour les filles. Cependant, lorsque le Congo a accédé à l'indépendance, il n'y avait pas une seule femme universitaire ni même diplômée d'études secondaires.

Au début de l'année 1960, le législateur colonial a doté le Congo d'une "loi fondamentale sur les libertés publiques". Mais, cette proclamation ayant été suivie de luttes fratricides, elle est restée lettre morte, faute d'autorités et d'institutions capables d'en assurer l'application.

Cette situation s'est perpétuée durant les premières années de l'indépendance où les dirigeants ont dû affronter des problèmes de reconnaissance internationale du jeune Etat, de luttes internes, de crise économique, etc. La constitution d'août 1964 qui a proclamé l'égalité de tous les congolais, hommes et femmes, n'a pas trouvé entière application.

Il a fallu attendre l'avènement de la II^e République pour que les droits fondamentaux soient garantis à tous les Zaïrois (article 12 de la Constitution) et le pays doté d'institutions à même d'en assurer l'application (Code d'organisation et de compétence judiciaire; création de la Cour suprême de justice chargée de sanctionner le mal jugé et de contrôler la constitutionnalité des lois et des actes administratifs).

Les femmes zaïroises se sont vu reconnaître les droits dont elles avaient été privées jusqu'alors. Mais le problème qui se pose est celui de la jouissance effective de ces droits. Leur exercice se heurte en effet à de nombreux obstacles, notamment l'existence de pratiques, de coutumes et de dispositions légales discriminatoires, mais aussi le manque d'éducation des femmes et leur ignorance des droits auxquels elles peuvent prétendre et de la procédure à suivre pour les faire valoir.

Conscient de la première catégorie d'obstacles, le législateur zaïrois a créé en 1971, la Commission de réforme et d'unification du droit civil zaïrois, actuellement Commission permanente de réforme du droit zaïrois, avec pour mission d'harmoniser les textes et les coutumes et de combler les lacunes existantes. Le projet de nouveau Code de la famille, élaboré par cette Commission, est discuté depuis 1978, au Conseil législatif (Parlement).

Par ailleurs, la création en 1980, au sein du Bureau politique, du Secrétariat Permanent chargé de la Condition Féminine, devenu Secrétariat Général à la Condition Féminine, a doté les zaïroises d'un mécanisme approprié pour réaliser leur intégration au processus de développement.

Le Secrétariat Général à la Condition Féminine s'est notamment assigné pour objectifs l'application du principe de l'égalité de droits par les institutions et les mécanismes administratifs du pays; la révision des lois existantes et l'élaboration de nouvelles lois en vue d'améliorer la condition de la femme (Programme d'action inspiré du Plan d'action mondial).

II. DROITS ET DEVOIRS POLITIQUES ET CIVILS.

A. DROITS ET DEVOIRS POLITIQUES

La femme est, en matière de droits et de devoirs politiques, l'égale de l'homme. Le Zaïre, qui a adhéré à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, consacre, dans des dispositions constitutionnelles et législatives, les droits et libertés fondamentaux du citoyen et garantit à tous une égale protection des lois.

En effet, l'article 12 de la Constitution stipule que " tous les Zaïrois, hommes et femmes, sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois. Aucun Zaïrois ne peut, en quelque matière que ce soit, faire l'objet

d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte de la loi ou d'un acte de l'Exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance ou de sa résidence .

La Constitution dispose en outre que " tout Zaïrois âgé de 18 ans révolus est électeur (art. 29) et qu'il est éligible au Conseil législatif (Parlement) à l'âge de 25 ans révolus" (art. 74). L'article 15 de l'ordonnance-loi 82-007 du 25 février 1982 portant organisation des élections des membres du Conseil législatif, des assemblées régionales, des conseils de ville, des conseils de zone et conseils de collectivité dispose que " tout Zaïrois, homme ou femme, âgé de 25 ans révolus peut faire acte de candidature et être élu commissaire du peuple (député), conseiller de zone urbaine, conseiller de collectivité".

Ces droits ainsi reconnus ont une portée générale et les femmes en sont bénéficiaires au même titre que les hommes. Mais, le problème qui se pose pour les femmes est celui de la jouissance effective de ces droits en raison, d'une part, de l'existence de pratiques, de coutumes et de loi discriminatoires (le principe de l'incapacité juridique de la femme par exemple, consacré par l'article 122 du code civil, livre 1er, in Codes et Lois du Congo belge, T.I), et d'autre part, du manque d'éducation et d'information des femmes qui se traduit par leur ignorance des droits auxquels elles peuvent prétendre et de la procédure à suivre pour les faire appliquer.

Mais, en dépit de certaines restrictions et discriminations, les femmes Zaïroises occupent, de par la volonté politique du gouvernement , une place de plus en plus importante dans la vie publique. Elles sont présentes dans toutes les instances administratives et politiques : Comité Central, Bureau Politique, Conseil Législatif, Conseil Exécutif, Conseil Judiciaire.

Les inégalités constatées résident dans la représentativité. En effet, sur une centaine de membres du Comité central, une dizaine seulement sont des femmes; sur 300 Commissaires du peuple(députés), onze sont des femmes.

La rareté des candidatures de femmes s'explique par le principe de l'incapacité juridique de la femme mariée, consacré tant par la loi que par la coutume; mais il y a lieu de signaler également qu'un certain nombre de femmes célibataires, bien que ne faisant l'objet d'aucune restriction légale, aliènent volontairement leurs droits au profit de personnes auxquelles la loi n'attribue pas la qualité de mari(en raison du maintien en vigueur des lois interdisant la polygamie) ; ces "maris coutumiers" exercent en effet à leur égard les prérogatives reconnues aux maris légitimes.

Par ailleurs, souvent les quelques femmes qui surmontent ces obstacles et se présentent aux élections ne bénéficient pas de suffisamment de confiance de la part des électeurs, hommes ou femmes, et n'obtiennent que peu de voix.

B. DROITS ET DEVOIRS CIVILS.

Aux termes de la Constitution, chaque Zaïrois, homme ou femme, jouit de la plénitude des droits civils. La Constitution reconnaît en effet le droit à la vie et à l'intégrité physique (art. 13), au développement de la personnalité (art. 14), à la liberté individuelle (art. 15), le droit d'ester en justice, seul ou assisté d'un défenseur (art. 16), la liberté de pensée, de conscience, de religion (art. 17), la liberté d'expression (art. 18), le droit de se marier et de fonder une famille (art. 19), le droit à la propriété individuelle ou collective (art. 21); l'inviolabilité du domicile, etc. Tous ces droits sont limités par les exigences de l'ordre public et des bonnes moeurs.

L'application de ces droits est assurée par le Code pénal, livre II, titre I relatif aux infractions contre les personnes (art. 43 à 73) et titre II relatif aux infractions contre les propriétés (art. 79 à 115).

De plus, tout Zaïrois a le droit de fixer librement son domicile ou sa résidence en un lieu quelconque de la République (art. 25 de la constitution), et de travailler (art. 27 de la Constitution et art. 2 de l'ordonnance-loi n° 67/310 du 9 août 1967 portant code du travail). Mais la jouissance de ces droits est limitée, en vertu de la loi, pour certaines catégories de personnes.

En effet, les articles 58 et 59 du code civil, livre 1er, refusent aux femmes mariées, aux mineurs non émancipés, aux interdits et aux majeurs qui servent ou travaillent chez autrui, le droit d'avoir un domicile propre: l'article 122 du Code civil, livre 1er, frappe les femmes mariées d'incapacité juridique et exige l'autorisation maritale pour passer tout acte juridique et pour ester en justice (sauf lorsqu'elles doivent agir contre leur mari ou disposer pour cause de décès); elles ne peuvent non plus exercer un commerce sans autorisation maritale (art. 4 du décret du 2 août 1913 relatif aux commerçants). L'article 3 du code du travail atténue également la capacité de la femme mariée. Il dispose que " la femme mariée peut valablement engager ses services, sauf opposition expresse du mari. Elle peut faire lever cette opposition par le tribunal lorsque les circonstances et l'équité le justifient". Mais l'exercice d'un tel recours risque de mettre en cause le lien matrimonial et de conduire au divorce, ce qui dissuade la femme de l'utiliser et rend en conséquence ce droit illusoire.

Sans autorisation maritale, les femmes sont donc dans l'impossibilité d'exercer une activité professionnelle ou commerciale et ne peuvent ainsi contribuer par leur travail, comme le prescrit la Constitution dans son article 27, à la construction et à la prospérité de leur pays.

III. DROIT DE LA FAMILLE

A. LE MARIAGE

1. Les sources du droit relatif au mariage et les différentes formes de mariage

La famille et le mariage sont considérés par le droit zaïrois comme des institutions fondamentales. La Constitution place la famille sous la protection du Mouvement populaire de la révolution qui doit en assurer l'unité et la stabilité.

En attendant l'adoption et la promulgation du nouveau code de la famille dont le projet est actuellement discuté au parlement, le droit relatif au mariage est régi à la fois par la législation de l'époque coloniale (en particulier par le Code civil, Livre 1er, articles 96 à 132, d'inspiration occidentale et qui n'est donc guère adapté aux mentalités zaïroises, et par le décret du 5 juillet 1943 relatif au mariage monogamique des indigènes) et par une diversité de coutumes pour autant que celles-ci ne soient pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Ce dualisme, entretenu par l'article 4 de la Charte coloniale, a été confirmé par l'article 102 de la Constitution du 24 juin 1967 telle que modifiée à ce jour. Il crée une confusion qui favorise la méconnaissance du droit relatif au mariage.

Le droit zaïrois connaît deux types de mariage : le mariage de droit écrit ou mariage civil, régi par le Code civil, Livre 1er, et le mariage de droit coutumier régi par les règles coutumières et par quelques lois particulières édictées par le législateur colonial. Le mariage religieux s'il n'est pas assorti d'un mariage civil, est régi par les mêmes dispositions que le mariage coutumier.

Un autre type de mariage existe de fait, c'est le mariage polygamique. Il est interdit par le décret du 4 avril 1950 mais sa pratique est très répandue en dépit de cette disposition légale. Le législateur zaïrois moderne n'énonce pas clairement sa position sur ce problème. Les articles 334 et 350 du projet de nouveau code de la famille définissent le mariage comme un acte civil, public et solennel entre un homme et une femme "qui ne sont engagés ni l'un ni l'autre dans les liens d'un précédent mariage enregistré..." et stipulent que "les règles de la présente loi sont impératives et d'ordre public; "qu'aucune convention conclue en considération d'une union distincte du mariage tel que défini à l'article 334, ne peut produire les effets du mariage"; que "nul ne peut contracter un nouveau mariage avant la dissolution ou l'annulation du précédent..."

Il en résulte que la polygamie n'est pas reconnue légalement. Cependant, les articles 585 et 595 du même projet réglementent les unions de fait, possibles entre deux célibataires et entre un homme marié et une femme célibataire. Ces unions de fait ne pourront produire des effets que si elles sont de notoriété publique, qu'elles revêtent un caractère certain de stabilité et qu'elles donnent lieu à la naissance d'au moins un enfant. Cette institution hybride d'union de fait telle qu'elle est réglementée, ne protège ni les enfants, ni le lien matrimonial, ni la femme célibataire liée à un homme marié, d'autant plus que le nombre d'unions n'est pas déterminé.

Il importe donc que le législateur définisse clairement sa position en cette matière.

2. Les conditions du mariage

a) le mariage civil

Ce type de mariage, introduit au Zaïre par le législateur colonial, est régi par le Code civil, Livre 1er. Avant l'accession du pays à l'indépendance, il était réservé aux expatriés et aux congolais immatriculés qui leur étaient assimilés. Après l'indépendance, il s'est très peu répandu, la plupart des zaïrois, même intellectuels, vivant sous l'influence des coutumes.

i) Les conditions de fond du mariage civil

Le mariage civil exige, pour sa formation, un certain nombre de conditions :

- la différence de sexe ;
- l'âge minimum, fixé à 10 ans révolus pour l'homme et à 15 ans révolus pour la femme (art. 96 du code civil, Livre 1er); une dispense de la limite d'âge est possible. Il convient ici de signaler que le projet de nouveau code de la famille maintient l'âge minimum à 15 ans pour la femme ce qui laisse peu de possibilités d'améliorer son éducation.
- le consentement des époux (art. 110 du Code civil, Livre 1er); l'officier d'Etat civil s'assure de cette condition en demandant aux époux de consentir publiquement au mariage;
- le consentement des parents ou du tuteur pour les personnes âgées de moins de 21 ans (art. 97 du Code civil, Livre 1er) ; dans la pratique, les officiers d'Etat civil imposent cette condition aux femmes même âgées de plus de 21 ans; par ignorance de la loi, les femmes se soumettent;
- l'absence de parenté légitime ou naturelle (article 100);
- l'absence d'un mariage antérieur non dissous (article 101);
- l'expiration du délai de viduité imposée à la femme veuve ou divorcée en cas de remariage, afin d'éviter la confusion de sang au cas où cette femme serait enceinte (article 101);
- l'absence de complicité d'adultère (article 102);

- l'expiration du délai imposé aux époux divorcés par consentement mutuel (article 103).

ii) Les conditions de forme et la preuve du mariage civil

Les conditions de forme du mariage civil sont prescrites par les articles 104 à 109 du Code civil, Livre 1er.

La célébration du mariage doit être précédée de la publication des bans quinze jours francs avant la date du mariage afin de le faire connaître à ceux qui ont une raison de s'y opposer. L'officier d'Etat civil se fait remettre, le cas échéant, les pièces attestant l'âge ou accordant une dispense d'âge, celles attestant la dissolution d'un mariage antérieur et le consentement des responsables des enfants mineurs.

La présence de témoins est requise (article 109 du Code civil, Livre 1er). Les témoins doivent ^{être} de sexe masculin, majeurs et jouir de leurs droits civiques. Cette disposition discriminatoire n'est heureusement pas reconduite dans le projet de code de la famille.

L'article 117 dispose que la preuve du mariage se fait selon les règles fixées par le titre relatif aux actes de l'état civil.

Un acte de mariage est dressé par l'officier d'Etat civil et un livret de mariage remis au chef de famille, à savoir le mari.

b) Le mariage coutumier

i) les conditions de fond du mariage coutumier

Les conditions de fond du mariage coutumier ont été, à la suite de différentes interventions législatives, modifiées ou précisées (décret du 5 juillet 1948 relatif à la protection de la fille indigène impubère, etc.).

Elles sont comparables aux conditions de fond du mariage civil, notamment celles relatives à l'âge (14 ans pour la femme), au consentement des époux, à l'absence d'un mariage antérieur non dissous. Le consentement des parents est également requis pour les enfants mineurs mais les parents habilités à donner leur consentement varient selon la coutume. D'autres conditions existent également, comme l'absence de parenté ou d'alliance entre les époux, le délai de viduité, etc., mais différent aussi selon la coutume.

ii) Les conditions de forme du mariage coutumier

Compte tenu de la diversité des coutumes, les conditions de forme du mariage coutumier sont non seulement différentes de celles du mariage civil mais elles sont aussi variables d'une coutume à l'autre. Leur caractéristique fondamentale est que le mariage connaît plusieurs étapes dont les limites sont parfois difficiles à distinguer et qui débutent généralement par des fiançailles.

- Les fiançailles

Elles sont une promesse d'engagement et constituent une étape préliminaire. Elles ont pour effet d'une part de réserver la fille grâce à une certaine somme d'argent ou tout autre bien remis à sa famille. En swahili cela s'appelle "Kifunga mulangu" et en lingala "Kokanga lopangu", ce qui se traduit littéralement par "ce qui ferme la porte" ou "fermer la parcelle"; d'autre part de donner au jeune homme droit à certaines prestations, y compris sexuelles dans certaines coutumes.

Pour remédier à certains abus rencontrés dans ce domaine, les auteurs du projet de code de la famille ont réglementé les fiançailles et prévu une indemnité en cas de rupture abusive.

- Le stage

Dans certaines coutumes, la jeune fiancée effectue un "stage" dans la famille du garçon (chez les Luba du Kasai par exemple) pour permettre à celle-ci d'apprécier la future épouse et notamment de vérifier ses capacités de bonne ménagère. Cette formalité est cependant de moins en moins pratiquée de nos jours, en particulier dans les centres urbains.

- La dot

Lorsque le "stage" s'avère concluant, les deux familles négocient le montant de la dot. Celui-ci varie selon les coutumes et est fixé en fonction de la coutume de la femme. Lorsque les familles se sont mises d'accord, la famille du garçon procède au versement de la dot proprement dite entre les mains de l'ayant-droit de la fille (le responsable coutumier de la fille).

De nos jours, cette pratique est devenue abusive. Jadis symbolique et permettant la consolidation du mariage, la dot constitue, aujourd'hui, une source de revenus non négligeable pour les parents de la jeune fille. Certains législateurs modernes en Afrique tentent de la supprimer ou de lui donner un caractère facultatif et de limiter son importance en fixant un montant maximum. C'est la tendance qui apparaît dans le projet de code de la famille. Cependant, cette disposition légale ne suffira sans doute pas à supprimer les abus, car les coutumes et croyances populaires exercent une influence considérable. A titre d'exemple, si l'on dit à un homme que son épouse a des difficultés à concevoir parce qu'il n'a pas libéré l'autre partie de la dot, il se hâtera de la verser.

Il n'en est pas moins nécessaire de réglementer cette pratique, dans l'intérêt de la femme et afin de parvenir à une plus grande égalité entre l'homme et la femme. En même temps, des efforts devraient être faits en vue de faire évoluer les mentalités.

iii) Inscription et enregistrement du mariage coutumier

Après le versement de la dot, les familles célèbrent le mariage suivant les rites coutumiers. Après cette phase, la législation soumet le mariage coutumier à l'inscription et à l'enregistrement à l'état civil pour autant qu'il ait respecté les conditions de fond énoncées plus haut.

L'inscription a pour effet de rendre applicable au mariage coutumier certains effets du mariage civil et certaines dispositions légales comme celles réprimant l'adultère et la polyandrie. Ainsi, seul le mari dont le mariage est inscrit, peut soutenir une action contre son épouse pour infidélité ou abandon du domicile conjugal.

L'enregistrement est une mesure administrative qui constitue la preuve du mariage coutumier et de ses modalités.

3. Les effets du mariage

a) Les effets extrapatrimoniaux

i) Le nom

En droit traditionnel ou coutumier, la femme mariée ne perd pas son nom de famille et ne porte pas celui du mari. De même les enfants ne portent généralement pas le nom de leur père.

Cependant sous l'influence du droit occidental, certains parents utilisent le système patronymique qui consiste à faire porter à l'enfant le nom de son père. De même la femme mariée sous le régime du droit écrit prend le nom de son mari. Cette pratique s'est étendue à certaines femmes "modernes" même mariées sous le régime du droit coutumier.

Le législateur zaïrois est intervenu dans ce domaine par la loi n°73/002 relative au nom des personnes physiques. Cette loi, se référant au principe politique de recours à l'authenticité, reconnaît que, selon la coutume, la femme mariée ne porte pas le nom de son mari ni l'enfant celui de son père; cependant, constatant l'évolution qui s'est produite, la loi retient le principe patronymique pour les enfants et reconnaît à la femme mariée le droit de garder son nom de famille et d'y adjoindre celui de son mari. Ce droit est également reconnu à la veuve. Mais par manque de publicité, cette loi n'est pas connue du public. De plus, les pouvoirs publics n'ont pas fourni d'efforts pour la faire appliquer.

Dans la pratique, en conséquence, la plus grande diversité se rencontre dans l'attribution du nom de famille : certains enfants portent le nom de leur père et d'autres celui de leur mère. Certaines femmes, pour des raisons personnelles, se font désigner sous le nom de leur mari (c'est le cas des épouses de personnalités politiques ou d'hommes connus), d'autres y sont contraintes par leur époux. D'autres encore, pour des raisons personnelles et non pas en application de la loi, utilisent leur nom de famille auquel elles adjoignent celui de leur conjoint. Certaines enfin, se fondant sur les coutumes et ignorant la loi, gardent leur nom et n'y adjoignent pas celui de leur mari. C'est le cas le plus fréquent.

Il serait donc souhaitable que le législateur tienne compte de ces réalités et des aspirations de la population. Or, le projet de code de la famille ne modifie en rien l'actuelle loi sur le nom, au contraire, il la confirme. Il reviendra alors aux pouvoirs publics de faire appliquer les dispositions légales en vue d'éviter à certains couples des tensions inutiles.

ii) La nationalité

La femme célibataire a les mêmes droits que l'homme en matière d'acquisition, de changement, de conservation et de transmission de la nationalité.

Cependant, en vertu du principe de non cumul de nationalités consacré par la loi n° 81/002 du 29 juin 1981 sur la nationalité, la zaïroise qui se marie avec un étranger, perd sa nationalité zaïroise dès qu'elle acquiert celle de son mari. En outre, il ne lui est pas permis de transmettre sa nationalité à ses enfants. Cette dernière disposition ne s'applique pas au zaïrois qui épouse une étrangère.

iii) Les droits et devoirs réciproques des époux

Selon le Code civil, Livre 1er, article 119 et le décret du 5 juillet 1948 relatif au mariage monogamique des indigènes dans son article 8, les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance.

Cependant diverses dispositions légales consacrent des principes inégalitaires reconnaissant la suprématie de l'homme et viennent limiter les droits de la femme mariée. "Le mari est le chef de l'association conjugale, il doit protection à sa femme; la femme doit obéissance à son mari" (Art. 119 du Code civil). En vertu de l'article 120 du Code civil et de l'article 9 du décret précité, le domicile légal de la femme mariée est celui de son époux. L'article 122 du Code civil soumet à l'autorisation maritale tous les actes juridiques dans lesquels la femme s'oblige à une prestation qu'elle doit effectuer en personne. Le devoir de fidélité est plus rigoureux pour la femme que pour le mari : l'adultère commis par la femme est une cause péremptoire de divorce alors que celui commis par le mari n'est punissable que s'il est entouré de circonstances de nature à lui imprimer le caractère d'une injure grave (article 13 du décret précité et article 3 du décret du 25 juin 1948 réprimant l'adultère et la bigamie en cas de mariage civil ou assimilé).

La femme a la possibilité de recourir à la justice soit pour obtenir une dispense du devoir de cohabitation si elle a un juste motif, soit pour obtenir l'autorisation maritale lorsque le mari refuse, est incapable ou dans l'impossibilité de l'autoriser, mais cette décision de justice est essentiellement provisoire (article 123 du Code civil). Elle peut être dispensée de l'autorisation maritale lorsqu'elle doit agir contre son mari; disposer pour cause de décès, si le mari est mineur, absent, interdit, sous conseil judiciaire ou placé dans un établissement d'aliénés; si le mari a été condamné à une peine d'au moins six mois de servitude pénale, pendant la durée de sa peine; si les époux sont séparés de biens (article 124 du Code civil).

Toutes ces exceptions sont théoriques et les recours illusoires car dans la pratique, la femme ignore ces dispositions légales et lorsqu'elle les connaît, les traditions sous l'influence desquelles elle vit, l'empêchent d'user de ces recours. En effet, une femme qui accuse son mari devant les tribunaux et non devant le conseil de famille est mal vue par la société; une telle action risque de mettre en cause sa qualité d'épouse et de la conduire au divorce.

Il serait donc souhaitable que le législateur zaïrois reconnaisse à la femme l'entière capacité juridique et l'égalité des droits avec l'homme, en application de l'article 12 de la Constitution qui proclame l'égalité des zaïrois devant la loi et leur garantit une égale protection. Le maintien de cette incapacité va à l'encontre des principes constitutionnels, est incompatible avec la politique d'intégration de la femme au processus de développement et rend inopérante la politique d'émancipation prônée depuis 1967.

Il est cependant regrettable de constater que le projet de nouveau code de la famille (articles 436 et 585) reconduit les principes inégalitaires décrits plus haut.

iv) Les droits et devoirs des époux à l'égard de leurs enfants et les devoirs des enfants à l'égard de leurs parents

Droits et devoirs des parents

L'article 127 du Code civil, livre 1er énonce que " les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants. A défaut par l'un d'eux de remplir cette obligation, l'autre époux a une action pour l'y contraindre. Cette action appartient aussi au Ministère Public. Les frais qu'entraînent cette obligation incombent au père et à la mère, suivant les principes qui régissent ^{leurs} conventions matrimoniales".

L'exercice de l'autorité paternelle sur les enfants jusqu'à leur majorité ou leur émancipation est dévolu au père et, à défaut du père, à la mère (art.239 et 240 du Code civil, livre 1er).

Mais ceci ne vaut que pour le droit écrit car en droit coutumier, l'autorité paternelle est dévolue au père et, en son absence, à ses frères. Même dans les régimes matrilineaires, la femme n'exerce pas cette autorité qui est dévolue à ses frères.

Cette prérogative entraîne pour le père l'obligation d'entretenir l'enfant et de l'élever conformément à sa condition et à ses aptitudes ainsi que la charge d'administrer ses biens. Celui qui en abuse peut en être déchu par le tribunal. Ces dispositions légales s'appliquent aussi aux enfants naturels légalement reconnus (article 248 du code civil, livre 1er).

Le projet de code de la famille envisage de remédier à la discrimination qui frappe la femme en matière d'autorité paternelle en la remplaçant par l'autorité parentale et en reconnaissant son exercice aux deux conjoints. Toutefois, la discrimination demeure dans le cas d'absence ^{du père} la mère devra se voir adjoindre un membre de la famille du père absent pour exercer les attributs de l'autorité parentale.

- Devoirs des enfants

Les enfants, à tout âge, doivent honneur et respect à leurs père et mère (art. 238 du Code civil, Livre 1er et article 11 du décret du 5 juillet 1948 sur le mariage monogamique). Ils ne peuvent quitter la maison paternelle sans l'assentiment du père (art. 241 du Code civil, Livre 1er). Ils ont le devoir de procurer à leurs parents des aliments lorsque ceux-ci sont dans le besoin. Ils doivent des aliments même à l'époux survivant qui est dans le besoin et dont l'époux prédécédé n'a pas laissé d'enfants communs (art. 121, Code Civil, Livre 1er).

b) Les effets patrimoniaux

Les effets patrimoniaux, comme leur nom l'indique, sont ceux qui ont trait au patrimoine des époux. Cette matière n'est pas réglementée de façon claire par la législation en vigueur au Zaïre, les coutumes ignorent la notion occidentale de régime matrimonial et de contrat de mariage, et la jurisprudence, ne disposant pas de critères précis, est extrêmement variée.

Le problème de la propriété des biens ne se pose généralement pas tant que dure l'union mais les conflits surgissent au moment de la dissolution du mariage par le divorce ou par le décès du mari.

4. La dissolution du mariage

Le mariage peut être dissous par le divorce, la séparation de corps, la répudiation ou le décès de l'un des conjoints.

a) Le divorce

i) Les causes du divorce

Le mariage étant une institution protégée par la loi, celle-ci ne connaît que le divorce judiciaire. Le divorce peut être prononcé pour cause déterminée

ou par consentement mutuel.

- le divorce pour cause déterminée

Les principales causes de divorce sont l'adultère et les excès, sévices ou injures graves.

Le mari peut demander le divorce pour cause d'adultère; il lui suffit d'établir que sa femme a une conduite "douteuse" (ce qui peut découler d'une simple correspondance), l'adultère de la femme est une cause péremptoire de divorce. L'adultère du mari, par contre, n'est une cause de divorce que s'il est entouré de circonstances de nature à lui imprimer le caractère d'une injure grave (Code civil, Livre 1er, article 134), en l'occurrence l'entretien d'une concubine au domicile conjugal.

Les coutumes en général ne connaissent pas le caractère péremptoire de l'adultère de la femme et certaines d'entre elles prévoient même des rites de purification, rites souvent dégradants pour la femme et qui devraient être découragés. C'est sous l'influence occidentale que le législateur colonial a, par ses interventions dans le domaine du mariage coutumier, conféré à l'adultère de la femme le caractère péremptoire, c'est-à-dire qu'il en a fait une cause déterminante du divorce.

Par ailleurs, les époux peuvent demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves (Code civil, Livre 1er, article 135, al. 1er). Les excès ou sévices visent, selon la jurisprudence, un attentat contre la vie ou des mauvais traitements dénotant une réelle cruauté. Les blessures involontaires et les simples voies de fait ne sont pas considérées comme telles. En outre, les coutumes reconnaissent au mari le droit de correction.

Par contre, tout fait qui perturbe l'harmonie du ménage peut être considéré comme une injure grave. Ainsi, le manque de respect à l'égard des beaux-parents constitue, pour l'époux concerné, une atteinte personnelle et peut être retenu comme cause de divorce (à moins que les beaux-parents et le conjoint se montrent tolérants et se contentent des réparations coutumières).

- le divorce par consentement mutuel

La loi permet aux époux qui, pour des raisons personnelles, refusent de faire connaître la cause de leur divorce, d'obtenir du Tribunal la dissolution du lien matrimonial (article 163 du Code civil, Livre 1er). Cette dissolution obéit à des conditions précises. Elle n'est possible qu'après deux ans de mariage, si le mari et la femme sont majeurs l'un et l'autre. Elle ne peut être admise après vingt ans de mariage (article 164 du Code civil, Livre 1er). Les époux qui décident de divorcer par consentement mutuel sont tenus de faire dresser par notaire, un inventaire et une estimation de tous leurs biens, meubles et immeubles. Ils sont également tenus de passer un acte notarié réglementant les points suivants : la liquidation des droits respectifs résultant de leurs conventions matrimoniales; la garde des enfants nés de leur union, pendant la procédure et après le prononcé du divorce; la résidence de la femme pendant la

procédure; la somme que le mari devra verser à sa femme pendant le même temps si elle n'a pas de ressources suffisantes pour subvenir à ses besoins.

ii) La procédure de divorce

La procédure de divorce pour cause déterminée est réglementée par les articles 137 à 157 du Code civil, livre 1^{er}.

L'action en divorce n'appartient qu'aux époux (article 137). Les demandes en divorce sont introduites par une assignation et jugées dans la forme ordinaire (article 138). A l'exception des règles propres au divorce qui sont d'ordre public telles la tentative de conciliation préalable, les règles ordinaires communes à toutes matières ne changent pas de caractère par le fait qu'elles sont appliquées dans une instance de divorce.

La femme demanderesse ou défenderesse peut avec l'autorisation du juge, quitter le domicile conjugal et emporter ses effets personnels pendant l'instance de divorce. Le juge fixe le lieu de sa résidence provisoire et détermine les provisions alimentaires et ad litem que le mari est tenu de lui fournir si elle n'a pas de ressources suffisantes (article 150).

Le tribunal peut, sur demande de la femme, ordonner toutes mesures conservatoires de ses droits (art. 154) et la femme peut faire annuler les actes accomplis par le mari au détriment de ses droits (art. 155) tels que la vente d'un immeuble commun au seul profit du mari.

Mais, dans la pratique, les femmes par ignorance de leurs droits et par suite de diverses contraintes, s'abstiennent de réclamer l'exécution d'un jugement leur allouant une pension alimentaire.

La procédure à suivre pour le divorce par consentement mutuel est déterminée par les articles 166 à 169 du Code civil. Livre 1^{er}.

iii) Les effets de la dissolution du mariage par divorce

La législation zaïroise actuelle connaît la notion du divorce-sanction, c'est-à-dire qu'il est prononcé aux torts de l'un des époux ou aux torts réciproques, sauf dans le cas du divorce par consentement mutuel.

La dissolution du lien matrimonial entraîne généralement des conflits en ce qui concerne la garde des enfants et le partage des biens du ménage.

- La garde des enfants

Dans la législation zaïroise, l'autorité parentale est dévolue au père ou à défaut du père, à la mère (art. 240 du Code civil, Livre 1^{er}); les tribunaux accordent, par application de l'article 160 du code civil livre 1^{er}, la garde des enfants au père, à l'exception de ceux en bas âge qui sont confiés à la mère en vertu de la notion de l'intérêt de l'enfant. Les dispositions légales

réglissant le mariage de droit coutumier sont à bien des égards, identiques à celles du droit écrit.

Le mari ne peut perdre la garde des autres enfants que s'il a été déchu de la puissance paternelle ou que la femme apporte la preuve de son indignité et de son inconduite notoire, ce qui est rare parce que la femme, par ignorance et sous l'influence des coutumes ne saisit généralement pas les tribunaux.

Par ailleurs, la mère qui obtient la garde des enfants est souvent victime de voies de fait. Nombreuses sont les mères qui n'exercent pas leur droit de visite et pour lesquelles les pouvoirs publics n'interviennent pas d'une part, parce que les intéressées ne les saisissent pas, pour les raisons déjà évoquées, et d'autre part, parce que le ministère public n'exerce que rarement le pouvoir de tutelle qui lui est reconnu par la loi (Code de procédure pénale et Code d'organisation et de compétence judiciaires), en raison de l'éloignement des justiciables et de difficultés matérielles telles que le manque de moyens de transport.

Le projet de code de la famille entend rompre avec la notion de divorce-sanction qu'il remplace par celle de divorce-remède. Ainsi, il serait pris en considération pour ordonner le divorce non pas la faute des époux, mais l'impossibilité de poursuivre la vie conjugale et, pour octroyer la garde des enfants, l'intérêt supérieur des enfants.

Quelle que soit la personne à qui les enfants sont confiés, les père et mère conservent respectivement le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de leurs enfants et sont tenus d'y contribuer en proportion de leurs facultés (art. 161 et 162 du Code civil, Livre 1er).

Pour les époux divorcés par consentement mutuel, le problème de la garde des enfants est réglé dans la convention relative au divorce.

- Les effets du divorce sur le patrimoine des époux

Comme il a été mentionné dans le paragraphe sur les effets patrimoniaux du mariage, la matière n'a pas été réglementée de façon claire au Zaïre. Les conflits qui surgissent en ce domaine au moment du divorce sont résolus par les tribunaux en faisant appel à des textes dispersés et surtout en se fondant sur les dispositions de l'ordonnance du 14 mai 1886 qui stipule, en son article 1er, que " quand la matière n'est pas prévue par un décret, un arrêté ou une ordonnance déjà promulgué, les contestations... seront jugées par les coutumes locales, les principes généraux du droit et de l'équité".

Avant l'indépendance les tribunaux, se fondant sur cette ordonnance, appliquaient les principes généraux du droit belge, à savoir le régime légal de la communauté d'acquêts pour les époux mariés sous l'empire du droit écrit et qui n'avaient pas choisi un régime déterminé. Ceci avait le mérite d'être conforme à l'éthique du mariage à savoir l'union mais aussi de procurer à la femme quelques biens en cas de dissolution du mariage.

Les époux mariés sous l'empire du droit coutumier quant à eux, étaient régis par leurs coutumes qui ignoraient aussi bien la pratique que la portée du contrat de mariage. Le problème du sort des biens des personnes mariées ne se posait pas d'autant plus qu'elles ne possédaient généralement pas de biens de valeur. En cas de divorce, les biens du ménage restaient acquis au mari, et la femme reprenait seulement ses biens strictement personnels à savoir ustensiles, vêtements, etc.

Après l'indépendance, le silence de la loi aussi bien que l'ignorance des avantages que présente un contrat pécuniaire entre époux et donc l'absence de conventions matrimoniales, ont engendré une jurisprudence extrêmement variée, le plus souvent préjudiciable à la femme.

Les litiges survenant au sujet du partage des biens au moment du divorce sont généralement tranchés par les tribunaux en faisant appel aux coutumes. En effet, la plupart des juridictions, faisant application de l'ordonnance précitée et de l'article 102 de la constitution qui reconnaît la coutume comme source de droit, appliquent aux époux, en cas d'absence de convention matrimoniale, le prétendu régime coutumier de la séparation de biens. La femme se trouve souvent dépouillée, au profit du mari, des biens acquis durant la vie conjugale grâce au travail et aux sacrifices communs. Une indemnité dite de réinstallation lui est accordée mais elle est souvent insignifiante (arrêt de la Cour d'appel, Kinshasa, 3 déc. 1975, in R.J.Z. 1976, n° 1 et 2 p. 67 et suivantes; Cour d'appel de Kinshasa, 22 mars 1977, R.J.Z. 1982, n° 1, 2 et 3 p. 57-58).

D'autres, se fondant sur l'équité et sur l'article 82 du code civil, livre III, appliquent la communauté d'acquêts et attribuent également à la femme une indemnité pour rupture fautive du contrat (jugement trib.s/région de Kin/Kalamu, 22 novembre 1972, in R.J.Z. 1976, p. 356).

D'autres encore, s'appuient sur l'article 12 de la constitution qui prône l'égalité des zairois, pour ordonner le partage des biens. Elles invoquent également l'article 12 du code civil, livre premier qui, à l'égard des étrangers, prescrit, en l'absence de conventions matrimoniales, l'application de la loi du premier établissement des époux, sauf la preuve d'une intention contraire. Elles font, dès lors, application de la coutume du lieu de célébration du mariage. La coutume de Kinshasa par exemple, prend en considération la durée du mariage et estime que les biens sont communs car acquis par le travail commun des époux (arrêt de la Cour d'appel de Kinshasa, 1er déc. 1864, R.J.C. 1970, n° 2, p. 187).

Dans cette diversité de jurisprudence, le sort des femmes est incertain et le plus souvent défavorisé, car elles vivent durant leur mariage un régime de communauté de biens, au moins en ce qui concerne les acquêts, et se voient plus tard appliquer le régime de la séparation de biens. Les maris

eux-mêmes leur font croire à la communauté lorsqu'ils leur demandent de consentir des sacrifices et d'utiliser tout ou partie du produit de leur travail ou de leur commerce pour les charges du ménage, afin de permettre l'acquisition d'un bien mobilier ou immobilier; cependant aucun écrit ne vient attester cet accord. Plus tard, lors du divorce, il est opposé à la femme qui réclame le partage des biens l'absence de convention matrimoniale. La règle coutumière de la séparation de biens est appliquée et il est demandé à la femme de faire la preuve de son apport dans l'acquisition des biens du ménage.

D'autres époux font des dons à leur femme tout en détenant les titres ou en les faisant enregistrer au nom des enfants. Or, d'une part, la propriété n'est constatée que par le titre et d'autre part, la loi reconnaît au mari seul le droit de gérer les biens des enfants mineurs (art. 244 du Code civil, livre 1er) et ceux du ménage en raison de l'incapacité juridique de la femme mariée, sauf si les époux ont stipulé le contraire dans un contrat de mariage, ce qui n'est guère courant dans la société zaïroise, ou se sont mariés sous le régime de la séparation de biens, ce qui est tout aussi exceptionnel (art. 125 du Code civil, livre 1er).

Le jour du divorce, la femme se trouve dans l'impossibilité d'apporter la preuve de la propriété d'un bien dont on lui a fait croire qu'il lui appartenait, pas plus que la preuve de son apport à l'acquisition des biens du ménage.

Cette situation mérite une attention particulière de la part du législateur car les femmes sont tellement persuadées de la communauté de biens qu'elles se sacrifient volontiers et ne pensent pas à s'entourer de garanties. Il est donc regrettable que le projet de nouveau code de la famille n'ait pas tenu compte de cette situation et ait retenu comme régime légal celui de la séparation de biens. Il est par ailleurs nécessaire de développer l'information des femmes en cette matière.

b) La séparation de corps

C'est un procédé de dissolution du mariage d'inspiration occidentale (art. 172 à 175 du Code civil, livre 1er) qui n'est guère utilisé par les familles zaïroises du fait qu'il n'est pas conforme aux traditions.

La séparation de corps peut être de fait ou judiciaire. Après un certain temps et après l'échec des tentatives de conciliation, elle peut être convertie en divorce par le tribunal.

c) La répudiation

Le mari renvoie sa femme dans sa famille d'origine. Lorsque les tentatives de conciliation coutumières n'aboutissent pas, elle peut également être convertie en divorce par le tribunal, c'est-à-dire un divorce judiciaire qui est le seul admis par le droit zaïrois.

d) Le décès

Le décès de l'un des époux est une cause involontaire de dissolution du lien matrimonial. En ce qui concerne la situation de la femme, le décès du mari a des effets en matière de tutelle des enfants mineurs et en matière de successions.

i) la tutelle des enfants mineurs

La tutelle des enfants est réglée suivant la coutume des parties. Lorsque la coutume est patrilinéaire, la tutelle est confiée aux frères du défunt ou à son fils aîné majeur. Lorsqu'elle est matrilinéaire, la tutelle est confiée aux oncles maternels. En aucun cas, la tutelle n'est dévolue à la veuve.

ii) les successions

La matière des successions est réglementée de façon sommaire par le droit zaïrois. Elle est généralement régie par les coutumes et par quelques articles du Code civil et autres textes de l'époque coloniale qui prescrivent des mesures conservatoires pour les successions des étrangers décédés au Zaïre et celles des nationaux vivant loin de leur village.

Il s'agit notamment de l'article 10 du Code civil, livre 1er, qui stipule : " les actes de dernière volonté sont régis, quant à la forme, par la loi du lieu où ils sont faits, et quant à leur substance et à leurs effets, par la loi nationale du défunt. Toutefois, l'étranger faisant acte de dernière volonté dans l'Etat indépendant du Congo a la faculté de suivre les formes prévues par sa loi nationale". La matière des successions est également régie par les textes suivants :

- le décret du Roi Souverain du 28 décembre 1880 portant mesures conservatoires des successions des étrangers décédés au Congo, tel que modifié par le décret du 23 mars 1934 et les arrêtés d'application de ce décret;
- la circulaire du gouverneur général du 10 avril 1923 portant mesures conservatoires des successions des indigènes; cette circulaire précise toutefois qu'elle ne s'occupe pas de la succession d'un indigène décédé dans son village au milieu des siens mais plutôt de celle des militaires, et des noirs engagés au service d'européens ou d'entreprises européennes et, en général des successions des noirs décédés hors de leur chefferie et dans un lieu trop éloigné pour que celle-ci puisse recueillir les biens et leur donner la destination prévue par la coutume;
- les articles 6 à 14 du décret du 10 février 1953 sur l'accession des Congolais à la propriété immobilière individuelle, ^{ce} décret a été abrogé par la loi foncière de 1973 sans qu'il soit fait dérogation aux dispositions légales relatives aux successions.

Il ressort que ces textes légaux que la matière a été réglementée de façon très incomplète par la législation zaïroise, aussi est-elle régie en général par les règles coutumières.

Le législateur colonial, constatant l'évolution des structures sociales et économiques qui s'était produite avec l'acquisition de biens mobiliers et immobiliers importants par des nationaux vivant dans des centres urbains loin de leur village et ne bénéficiant plus de la solidarité clanique, évolution qui n'était pas suivie par les coutumes, est intervenu dans le domaine des successions. C'est ainsi qu'il a reconnu aux enfants du défunt la propriété des meubles meublants et la nue propriété des biens immeubles, au conjoint survivant, la propriété des meubles meublants et le droit d'usufruit sur la maison habitée par les époux, une partie de la succession étant réservée aux ayants-droits désignés par la coutume.

A défaut de dispositions testamentaires contraires, les juridictions des centres urbains tranchent les litiges successoraux relatifs aux biens conformément à des dispositions légales, ce qui a donné naissance à de nouvelles coutumes dites "coutumes évoluées".

Mais dans la pratique, les enfants et les femmes des villes qui héritent, (car il faut souligner que ces dispositions légales ne s'appliquent pas dans les sociétés rurales où les femmes et les filles n'héritent qu'exceptionnellement), sont souvent victimes de voies de fait de la part des ayants-droit coutumiers du défunt. En raison des contraintes culturelles, ils ne saisissent que rarement les tribunaux pour faire établir leurs droits.

Une intervention législative est donc indispensable dans ce domaine et doit s'accompagner de mesures efficaces pour faire respecter la loi.

Le projet de nouveau code de la famille est sur les traces des textes légaux et des solutions jurisprudentielles cités plus haut qu'il étend à tous les zaïrois. Mais la situation des enfants ne pourra être améliorée que s'il est mis fin aux voies de fait.

Quant à la situation de la femme, elle est loin d'être améliorée puisque le projet ne lui reconnaît encore qu'un simple droit d'usufruit. En outre, elle ne vient qu'en troisième position dans l'ordre successoral, c'est-à-dire après les enfants nés dans et hors mariage, et après les père et mère du défunt.

Il serait souhaitable que la loi reconnaisse aux femmes d'une part le droit de tutelle sur ses enfants mineurs et d'autre part des droits effectifs sur les biens successoraux ainsi qu'un meilleur rang dans l'ordre successoral puisqu'en dernière analyse, elles demeurent les personnes les mieux à même de s'occuper des enfants.

B. LA FILIATION

Le droit écrit zaïrois, vestige de l'époque coloniale, établit une différence entre les enfants légitimes et les enfants illégitimes ou naturels (articles 176 et 200 du Code civil, Livre 1er).

L'enfant naturel, s'il n'est pas incestueux ou adultérin peut être légitimé par le mariage subséquent de ses père et mère ou par une reconnaissance résultant d'une sentence judiciaire (article 201). L'enfant prend le nom de celui de ses parents qui l'a reconnu, ou celui du père quand il a été reconnu par les deux. Il ne peut cependant réclamer les droits de l'enfant légitime (article 214). En outre, ses père et mère contractent, ensemble ou séparément par le fait de la

reconnaissance, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leur enfant jusqu'à la majorité et ce en proportion des moyens dont ils disposent (article 215). A défaut par l'un des auteurs de remplir cette obligation, l'autre a une action pour l'y contraindre. Cette action appartient aussi au Ministère public.

Quant aux enfants incestueux et adultérins qui sont très nombreux en raison du non respect des dispositions légales interdisant la polygamie et du nombre croissant d'unions libres (dénommées vulgairement "deuxième bureau"), ils ne peuvent être reconnus (article 201). Il est même légal, sous peine de nullité, à l'officier de l'état civil de recevoir une déclaration d'où l'on pourrait induire que l'enfant est né d'un commerce incestueux ou adultérin (article 206). Ils ont simplement droit aux aliments lorsque leur filiation se trouve en fait légalement établie (article 220).

Dans un discours d'orientation politique prononcé en 1972, le Chef de l'Etat a déclaré que tout enfant devait avoir un père et ne pouvait être lésé en matière de droits. Il a invité les citoyens zairois à assumer la responsabilité de leurs actes en reconnaissant leurs enfants nés hors mariage. Il a par ailleurs invité la Commission de réforme du droit à élaborer un texte légal qui pourrait abolir les discriminations entre les enfants légitimes et ceux nés hors mariage et assurer à chaque enfant une famille où il pourrait s'épanouir de façon harmonieuse.

Le projet de nouveau code de la famille qui se trouve actuellement discuté au Parlement, consacre cette option. Mais en attendant l'adoption et la promulgation de ce code, la situation des enfants nés hors mariage demeure souvent déplorable, et ceci pour plusieurs raisons :

- les mutations sociales et économiques amenuisent la solidarité clanique en vertu de laquelle un enfant né hors mariage se trouvait recueilli par la famille de sa mère ;

- les lois interdisant leur légitimation ne sont pas encore abrogées et les tribunaux ne peuvent appliquer un principe qui va à l'encontre des lois existantes ;

- certains pères se sont empressés de reconnaître ces enfants simplement dans le but d'obtenir des allocations familiales ou de bénéficier d'abattements fiscaux, mais les ont laissés à charge de leur mère

- certains employeurs ont profité de cette situation pour ne pas payer d'allocations familiales aux mères célibataires. L'Union nationale des travailleurs zairois (UNITZA) plus particulièrement son Bureau pour les problèmes féminins (BUPROF) s'est efforcée d'obliger les employeurs à respecter leurs obligations contractuelles et légales en cette matière.

C. L'ADOPTION

Les dispositions légales régissant l'adoption datent de l'époque coloniale et reflètent la politique du colonisateur qui consistait à décourager l'adoption pour empêcher que les dispositions légales interdisant la reconnaissance des

enfants naturels, incestueux et adultérins soient contournées (articles 221 à 237 du code civil, Livre 1er)

Ainsi l'adoption n'est permise qu'aux personnes âgées de plus de cinquante ans qui n'ont, à l'époque de l'adoption, pas d'enfants légitimes ou naturels nés ou conçus. Néanmoins, des dispenses peuvent être accordées aux personnes qui ont atteint leur majorité.

L'adoption se fait soit par acte authentique reçu par l'officier de l'état civil du ressort de l'adopté, soit par testament. Elle doit être homologuée par le tribunal dans le ressort duquel se trouve le domicile de l'adoptant. Il est exigé le consentement des père et mère ou du parent survivant. A défaut des père et mère, ce consentement est donné par le tuteur avec l'accord du conseil de famille, s'il en a été constitué un. La procédure à suivre est déterminée par les articles 227 à 237 du Code civil, Livre 1er.

L'ignorance des dispositions légales ne favorise pas la pratique de cette institution. Par ailleurs, les personnes susceptibles d'y recourir, se trouvent investies, en raison de la solidarité clanique, d'un pouvoir de tutelle de fait sur les enfants des autres membres de la famille ou des amis.

Le projet de code de la famille prévoit en matière d'adoption des conditions plus souples, ce qui est heureux car ces dernières années, le pays connaît de nombreux cas d'orphelins et d'enfants abandonnés.

IV. DROIT DE PROPRIETE, PRÊTS ET CREDIT

A. LE DROIT DE PROPRIETE

Aux termes de l'article 21 de la Constitution, le droit de propriété, individuelle ou collective, est garanti à tous les zairois. Il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en vertu de la loi et pour des motifs d'intérêt général, sous réserve d'une indemnité équitable et préalable à verser au titulaire lésé dans son droit. La loi n° 77/001 du 22 février 1977 stipule en effet que l'expropriation pour cause d'utilité publique est assortie d'une indemnité équitable.

Le droit de propriété est également protégé par le code pénal, livre II, titre II relatif aux infractions contre les propriétés (articles 79 à 115). Ce texte a une portée générale et est donc applicable aux hommes et aux femmes indistinctement.

1973

La loi n° 73/021 du 20 juillet/1973 portant régime général des biens, régime foncier et régime des sûretés, telle que modifiée par la loi n° 80/008 du 17 juillet 1980, reconnaît à tous les Zairois le droit d'acquérir des biens mobiliers et immobiliers.

Mais en réalité, tous ces droits sont limités pour la femme mariée par les dispositions légales et coutumières notamment celles qui la frappent d'incapacité juridique et limitent l'exercice de ses droits. En effet l'article 8 du Code civil, Livre II ou Livre des obligations stipule que l'une des conditions essentielles pour la validité d'une convention est " la capacité de contracter " de la partie qui s'oblige. L'article 23 du même Code ajoute que " toute personne peut contracter si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi". Or, selon le Code civil, Livre 1er, article 122; l'ordonnance-loi n° 67-310 du 9 août 1967 portant Code du travail, article 3 al. c; et le décret du 2 août 1923 sur les commerçants, article 4, la femme mariée est frappée d'incapacité juridique et l'exercice de ses droits est subordonné à l'autorisation maritale. En outre, ses biens sont administrés par le mari, sauf stipulation contraire dans une convention matrimoniale ou dans le cas où les époux sont séparés de biens.

La situation de la femme n'est pas meilleure, au regard de la coutume, en ce qui concerne la propriété des terres appartenant aux communautés locales (art. 387 de la loi foncière). Ces terres sont régies par les règles coutumières qui consacrent le principe de la continuité de la propriété familiale ou ancestrale et écartent les femmes, estimées incapables de perpétuer cette propriété étant appelées par le mariage à quitter ces terres. Les femmes ne sont en conséquence généralement pas propriétaires desdites terres.

Une ordonnance présidentielle est prévue par la loi foncière en vue de régler la jouissance des droits acquis sur ces terres, mais n'a pas encore été édictée.

B. LE PRET ET LES FACILITES DE CREDIT

Le prêt est un contrat civil réglementé par les articles 447 à 481 du Code civil, Livre III. Il peut être simple ou à intérêt. En tant que contrat, il n'est accessible à la femme mariée qu'avec l'autorisation du mari, conformément à l'article 122 du Code civil, Livre 1er.

Outre cet obstacle qui ne dispose pas les prêteurs à faire droit aux demandes des femmes, il faut citer :

- le niveau d'instruction généralement faible des femmes qui travaillent, les obligeant à se contenter d'emplois de qualification médiocre et mal rémunérés ; ceci compromet leurs chances d'obtenir un prêt car elles ne peuvent satisfaire aux conditions généralement lourdes des prêts;
 - l'ignorance par les femmes commerçantes des règles de comptabilité et de gestion, ce qui les empêche de bénéficier des avantages accordés par l'Office des petites et moyennes entreprises du Zaïre (OPEZ);
 - le manque de formation des femmes, qui ne leur permet pas de recourir à des formes modernes d'exploitation commerciale ou agricole telles que les sociétés à capitaux ou les coopératives commerciales, industrielles ou agricoles;
-

- les préjugés qui n'accordent à la femme aucune confiance que ce soit de la part de la société ou du mari lui-même qui est appelé à l'autoriser à contracter un prêt.

Dans la pratique, les femmes commerçantes contournent ces difficultés grâce à la pratique des "ristournes", appelées "Likelemba" en lingala, qui consistent à s'organiser en associations de fait pour cotiser et remettre ensuite à chaque membre une certaine somme. C'est par ce biais ou par celui des prêts à des taux usuraires qu'elles arrivent à promouvoir leurs activités.

Conscient des problèmes des femmes, le Secrétariat général à la condition féminine (S.G.C.F.), organise en collaboration avec des organismes internationaux, des sessions de formation pour les femmes en matière de gestion d'entreprise, de règles élémentaires de comptabilité, etc. Il s'efforce également d'encadrer les femmes et de les inciter à se regrouper en coopératives agricoles, commerciales ou agro-industrielles.

Il s'attèle actuellement à mettre au point un projet expérimental de création d'une société agro-industrielle, aux environs de Kinshasa, pour les femmes qui avaient bénéficié à Lomé en 1981 de cours de gestion d'entreprise et de comptabilité financés par l'USAID. Il négocie auprès des institutions financières le financement de ce projet. S'il est concluant, ce projet pourra être étendu à d'autres femmes rurales, d'autant plus qu'il existe des associations de femmes commerçantes à travers tout le pays.

V. EMPLOI, DROIT DU TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

A. LE DROIT AU TRAVAIL ET L'EMPLOI DES FEMMES

La constitution (article 27) garantit à tous les zaïrois, hommes et femmes, le droit au travail et leur impose le devoir de contribuer par leur travail, à la construction et à la prospérité de la Nation. En même temps, elle prescrit dans son article 14 que nul ne peut être astreint à un travail forcé ou obligatoire, sauf dans les cas prévus par la loi. En son article 12 alinéa 2, elle dispose qu'"aucun zaïrois ne peut en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques ni en aucune autre matière, faire l'objet d'une mesure discriminatoire qu'elle résulte de la loi ou d'un acte de l'Exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance raciale ou ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance ou de sa résidence".

Par ailleurs, l'article 2 de l'ordonnance-loi n°67/310 du 9 août 1967 portant Code du travail déclare que le travail est un droit et un devoir pour tous ceux qui n'en sont pas empêchés par l'âge ou l'inaptitude physique. La loi 81.001 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics régit le travail des agents de l'Etat sans distinction de sexe.

Il résulte de ces dispositions légales que tout zaïrois, homme ou femme, peut travailler s'il réunit les conditions d'âge et d'aptitude physique.

Ce droit n'est en réalité applicable qu'aux hommes et aux femmes célibataires pour lesquelles l'obstacle majeur consiste en une discrimination de fait au niveau de l'embauche ou de la promotion. La femme mariée voit son droit au travail limité par d'autres dispositions légales, notamment celles relatives à l'incapacité juridique.

Hormis ces restrictions légales, les femmes âgées de 18 à 55 ans peuvent s'adonner à une activité. Il est souvent difficile d'identifier ces activités parce qu'elles ne correspondent pas aux codes internationaux de catégorisation professionnelle. Par ailleurs, le défaut de recensement général de la population et le manque de statistiques fiables ne permet pas de déterminer le nombre de femmes actives, ni d'identifier toutes les activités professionnelles auxquelles elles se livrent, d'autant plus que beaucoup de femmes ne déclarent pas leurs activités.

Néanmoins, on sait qu'elles se trouvent dans le secteur agricole, le secteur commercial, le secteur industriel de transformation et le secteur des services. En particulier, l'agriculture vivrière est depuis toujours entre les mains des femmes au Zaïre.

B. LE DROIT DU TRAVAIL

1. Age minimum et capacité pour travailler

La capacité d'une personne d'engager ses services est, aux termes de l'article 3 du code du travail, régie par la loi du pays auquel elle appartient ou, à défaut de nationalité connue, par la loi zaïroise, sous réserve des dispositions suivantes :

- l'engagement ou le maintien en service d'une personne âgée de moins de 14 ans est interdit ; l'engagement de personnes âgées de 14 à 16 ans est permis à condition de ne leur faire exécuter que des travaux légers ;
- l'engagement ou le maintien en service d'une personne de 14 à 18 ans est interdit si celui qui détient la puissance paternelle ou la tutelle s'y oppose ;
- la femme mariée peut valablement engager ses services, sauf opposition expresse du mari.

Contrairement à l'article 122 du code civil qui exige une autorisation préalable, le code du travail pose le principe du contrôle à posteriori. Mais, dans la réalité, les résultats sont presque les mêmes. La femme dispose d'un recours en cas de refus du mari, mais en raison de l'ignorance de la loi ainsi que des contraintes coutumières et culturelles, il est difficile à la femme d'en user sans compromettre sa situation conjugale, ce qui rend souvent illusoire son droit au travail.

Par ailleurs, l'article 106 du Code du travail énonce que " les enfants de moins de 18 ans et les femmes sans distinction d'âge , ne peuvent être employés ou travailler la nuit dans les établissements publics ou privés". Or, avec l'évolution des techniques industrielles, ces protections qui n'avaient pour fondement que les préjugés sociaux à l'égard de la femme, ne correspondent plus à la réalité. Leur maintien diminue l'égalité de chances entre l'homme et la femme en matière d'emploi. Certaines dérogations sont heureusement prévues, par arrêté ministériel portant mesures d'application du Code du travail, en ce qui concerne le travail des femmes. Mais dans la pratique, ces dispositions sont souvent ignorées des employeurs et des femmes elles-mêmes.

2. Le salaire.

L'article 72 alinéa 2 du Code du travail stipule qu'à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs, quels que soient leur origine, leur sexe et leur âge.

En ce qui concerne la femme, le principe de l'égalité de salaire est donc acquis mais il est parfois contourné dans les faits, soit en raison de dispositions légales, soit en raison de préjugés sociaux qui se traduisent notamment par l'affectation des femmes à des travaux sous-qualifiés et ne répondant pas à leur capacité, ou l'octroi de primes de commissionnement ou de fonctions spéciales aux travailleurs assumant des fonctions considérées comme inaccessibles aux femmes.

3. Les avantages sociaux.

La législation du travail garantit à tous les travailleurs des avantages sociaux mais les femmes mariées sont privées de certains de ces avantages en raison des dispositions légales relatives à leur incapacité juridique qui reconnaissent à l'homme seul la qualité de chef de famille : c'est le cas par exemple du logement en nature, des frais de voyage et des soins médicaux dus à la famille du travailleur, en vertu des articles 127 et 145 du Code du travail. C'est aussi le cas des allocations familiales légales prévue par l'article 4, point h, et de l'indemnité pour conjoint à charge.

Les femmes mariées du secteur public ont la possibilité de bénéficier des allocations familiales et autres avantages sociaux à condition de prouver que leur époux n'exerce pas une activité lucrative. Mais par ignorance de la loi et de la procédure à suivre, les femmes demandent rarement à bénéficier de ces avantages.

En matière de fiscalité, les hommes et les femmes sont tous imposables, en raison du fait que la femme mariée n'est pas présumée avoir des charges, elle est considérée au regard de l'impôt comme célibataire sans enfants, et ne bénéficie donc pas ^{des} abattements fiscaux.

Faute d'assurance-maternité, les femmes du secteur privé perdent le tiers de leur salaire en cas de congé de maternité (article 112 du Code du travail). Celles du secteur public ne subissent pas cette perte matérielle mais elles perdent le bénéfice du congé de reconstitution ou congé annuel en vertu de l'article 25 de la loi n°81/003 du 17 juillet 1981 portant statut du personnel de carrière des services publics de l'Etat, telle que modifiée à ce jour.

4. La protection de la femme au travail

Lorsqu'elle est salariée, la femme bénéficie comme l'homme d'une protection générale notamment en ce qui concerne l'hygiène, la salubrité, la prévention contre les maladies professionnelles et les accidents du travail (article 138 à 143 du Code du travail)

Elle jouit en outre d'une protection spéciale. Il est interdit aux employeurs de l'occuper à des travaux excédant ses forces, l'exposant à des risques professionnels élevés ou qui par leur nature ou par les conditions dans lesquelles ils sont effectués, sont susceptibles de blesser la moralité.

On peut citer notamment les dispositions suivantes:

- la durée du travail effectif des femmes ne peut excéder huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine. Des dépassements sont autorisés pour certains travaux mais la prolongation ne doit pas dépasser une heure par jour.
- les travaux de nuit lui sont interdits. Il peut y être dérogé lorsque le travail s'effectue dans les établissements non industriels.
- le repos des femmes doit avoir une durée de douze heures consécutives au minimum. Une dérogation peut être accordée pour les femmes qui occupent des postes de direction ou de caractère technique impliquant une responsabilité ainsi que pour les femmes employées dans les services d'hygiène et de bien-être et qui n'effectuent pas normalement un travail manuel. Toutefois ces dérogations ne sont pas applicables aux femmes âgées de moins de 21 ans. Certaines de ces mesures sont dépassées de nos jours et contribuent à diminuer pour les femmes les chances d'égalité devant l'emploi.
- les femmes ne peuvent pas être affectées au transport manuel régulier des charges interdites. Il peut y être dérogé pour la récolte des semences, des feuilles, des fruits, etc. pour autant que le travail de cueillette s'effectue sur le sol.

Les femmes enceintes bénéficient d'une protection renforcée.

C. LES FEMMES ET L'ACTION SYNDICALE

Aux termes de l'article 224 du Code du travail, les travailleurs ont le droit de se constituer en une organisation ayant exclusivement pour objet l'étude, la défense et le développement de leurs intérêts professionnels ainsi que le progrès social, économique et moral de leurs membres.

Tous les travailleurs du Zaïre sont regroupés au sein d'un syndicat national, dénommé Union nationale des travailleurs du Zaïre (UNTZA).

La délégation syndicale participe au règlement des problèmes de discipline, de sécurité, d'hygiène et de salubrité sur les lieux du travail et contribue à sauvegarder la santé de toute personne dans l'établissement.

Constatant l'insuffisance de la représentation féminine au sein des organes syndicaux, l'inactivité de la femme dans l'action syndicale, l'analphabétisme d'un grand nombre de femmes et la spécificité des problèmes relatifs aux femmes au travail, l'UNTZA a créé en son sein un département chargé des problèmes des femmes travailleuses, dénommé Bureau pour les Problèmes Féminins (BUPROF).

Ce bureau a pour mission de défendre les intérêts professionnels des travailleuses du Zaïre, en vue d'une amélioration de leurs conditions de travail, de lutter contre toute discrimination en matière de recrutement, de rémunération et de formation professionnelle, sociale et morale, d'assurer l'éducation permanente des travailleuses salariées, travailleuses manuelles, femmes artisans et agricultrices en vue de leur épanouissement.

D. LA SECURITE SOCIALE

Il n'existe pas au Zaïre de système de sécurité sociale tel qu'il est conçu dans les pays occidentaux.

La sécurité sociale est organisée par un organisme public dénommé Institut national de sécurité sociale (I.N.S.S.) dont le fonctionnement est régi par un décret datant de 1961, intitulé " Décret organique de la Sécurité Sociale".

L'I.N.S.S. ne couvre en fait que peu de secteurs de la sécurité sociale, notamment les pensions de retraite et les risques professionnels. Les allocations familiales ne sont organisées qu'au Shaba; dans les autres régions, les allocations sont intégrées au salaire. En outre, elles ne sont dues et versées qu'au mari.

Par ailleurs, ces secteurs de la sécurité sociale ainsi organisés, ne s'adressent qu'à certaines couches sociales qui ne représentent qu'une infime partie de la population, à savoir les fonctionnaires et agents des services publics, les employés des entreprises publiques et de quelques entreprises privées affiliées à la sécurité sociale, car en dépit de l'obligation faite aux employeurs de s'affilier, nombre d'entre eux ne le font pas.

Par arrêté départemental n°0021 du 10 avril 1978, la sécurité sociale a été étendue aux domestiques et travailleurs journaliers ou occasionnels qui sont exclusivement occupés par l'employeur aux soins du ménage ou à son service personnel.

Il n'existe pas d'assurance-maladie, d'assurance-maternité, d'assurance-invalidité, d'assurance-vieillesse, etc.

Les femmes qui ne font pas partie d'une^{/des} catégories mentionnées plus haut, ou qui ne sont pas protégées par l'intermédiaire de leur mari, ne bénéficient pas de la sécurité sociale.

En ce qui concerne les soins médicaux, les employeurs sont tenus, en vertu de l'article 144 du Code du travail, d'assurer un service médical ou sanitaire à leurs travailleurs. Certains installent une infrastructure sanitaire au sein de leur propre entreprise et d'autres supportent ou remboursent les frais médicaux, parfois à concurrence d'un montant déterminé. L'Etat et les entreprises publiques assurent les soins médicaux à leurs agents et employés.

Il reste que la protection sociale ne touche qu'une infime partie de la population en général et des femmes en particulier : les commerçantes, les femmes artisans, les agricultrices notamment ne bénéficient d'aucun secours en matière de sécurité sociale ou de soins médicaux.

En ce qui concerne les travailleuses salariées, seules les femmes célibataires peuvent prétendre aux avantages sociaux au même titre que les hommes. Les femmes mariées cotisent presque à fonds perdu puisqu'elles sont privées d'indemnité pour conjoint à charge et d'allocations familiales pour leurs enfants.

VI. ENSEIGNEMENT ET FORMATION

A. L'ENSEIGNEMENT

Après l'accession du pays à l'indépendance, l'enseignement a été réformé. Il existe actuellement :

- un enseignement pré-scolaire facultatif ;
 - un enseignement primaire obligatoire destiné aux enfants de 6 à 12 ans.
- Cependant, dans les faits, cette obligation n'est pas toujours respectée pour différentes raisons, notamment le nombre insuffisant d'infrastructures scolaires par rapport au nombre d'enfants à scolariser, la non-gratuité de l'enseignement, l'éloignement des établissements scolaires et les difficultés de transport.

Par ailleurs, nombre de parents retirent volontairement leurs enfants des institutions scolaires, surtout^{dans} les milieux ruraux et miniers, afin de les affecter aux travaux des champs, à des activités artisanales ou à d'autres activités lucratives, ou encore, dans le cas des filles, pour les donner en mariage ou les affecter à des travaux domestiques. La libéralisa-

tion récente de l'exploitation minière a accentué ce phénomène et de nombreux élèves et enseignants habitant les localités minières abandonnent l'école pour se livrer à des activités plus rémunératrices.

Il faut enfin signaler que la fille, victime des préjugés sociaux, est souvent retirée de l'école très jeune (ou n'est pas envoyée du tout) car on la considère destinée au mariage où elle devra avant tout s'acquitter des soins du ménage et où sa capacité de travailler sera laissée au bon vouloir du mari.

- un enseignement secondaire, qui comprend deux cycles : un cycle de quatre ans ou cycle court et un cycle de six ans ou cycle long. Le premier regroupe les écoles professionnelles et la quasi totalité des écoles de métiers. Les élèves issus de ce cycle ne participent pas aux examens d'Etat. Le second comprend quatre sections ayant chacune plusieurs options : il s'agit des sections littéraire, scientifique, normale et technique. Les élèves du cycle long sont soumis aux examens d'Etat; ceux qui réussissent avec une certaine moyenne ont accès aux études supérieures.

L'enseignement primaire et secondaire au Zaïre est dispensé par des écoles publiques et des écoles privées agrées et contrôlées par le Parti (article 20 de la Constitution). Ces écoles sont en principe ouvertes indistinctement aux filles et aux garçons. Il existe néanmoins des écoles réservées aux filles ou aux garçons, soit en raison de la spécificité de l'enseignement qui y est dispensé, soit en raison de leur origine (anciennes écoles confessionnelles). Le nombre de filles scolarisées au Zaïre en général va croissant, bien que l'on dénonce parfois des régressions dans certaines régions.

Une réforme de l'enseignement primaire et secondaire est actuellement à l'étude. Une attention particulière est accordée au développement de l'enseignement technique et professionnel ainsi qu'à l'adaptation des infrastructures scolaires à cet enseignement et à la promotion du travail manuel. Le Secrétariat général à la condition féminine et des experts femmes font partie de la Commission ad hoc chargée d'élaborer le projet de réforme.

- un enseignement supérieur qui est dispensé dans trois universités (Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani) et dans plusieurs instituts supérieurs, répartis dans tout le pays mais surtout concentrés dans la capitale. Leur capacité d'accueil est limitée et ne correspond pas à la demande.

Le Zaïre se caractérisant par une diversité d'ethnies, de races et de langues, il a été décidé de pratiquer une politique d'équilibre régional pour permettre à toutes les régions d'avoir les mêmes conditions en matière d'enseignement. Il n'est pas dérogé à cette politique pour les filles. En dépit des restrictions déjà énumérées, le nombre de filles dans l'enseignement supérieur va croissant.

B. LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La loi fait obligation à tous les employeurs d'assurer la formation, le perfectionnement et l'adaptation professionnelle des travailleurs qu'ils emploient. Elle met à leur disposition une institution publique chargée de les aider à organiser et à poursuivre leur action dans ce domaine (article 5 du Code du travail). Une obligation analogue est faite par le Code des investissements à toutes les entreprises qui veulent investir au Zaïre.

Le Département (ministère) de la fonction publique a pour mission d'assurer la formation des cadres des services publics. Il collabore à cet effet, avec des organismes internationaux.

Le Département (ministère) des affaires sociales ayant dans ses attributions la lutte contre l'analphabétisme, gère plusieurs centres de promotion sociale et d'éducation polyvalente pour jeunes et adultes. Une formation est dispensée aux jeunes qui ne peuvent s'intégrer dans le circuit scolaire normal et aux adultes qui n'ont pas eu la chance d'étudier. Il possède également des centres de formation et de réadaptation professionnelle pour handicapés physiques.

La J.M.P.R. (organisation spécialisée du Parti chargée de la Jeunesse exerce des activités analogues pour les jeunes sans emploi particulièrement dans le domaine agricole.

Le Secrétariat général à la condition féminine organise plusieurs sessions de formation pour les femmes en vue de leur apprendre un métier permettant de leur assurer une source permanente de revenus : tissage, vannerie, confiserie, savonnerie, etc.

A côté des centres publics, il existe des centres privés de formation, confessionnels pour la plupart.

Les femmes ont accès à tous ces centres mais, en raison de leurs conditions de vie difficiles, la plupart d'entre elles cherchent à exercer des activités génératrices de revenus et disposent de peu de temps pour acquérir une formation dont elles ne perçoivent pas la rentabilité immédiate.

Les femmes qui travaillent sont souvent victimes d'une discrimination de fait de la part de leur employeur et ne bénéficient pas de formation. De nombreux employeurs estiment en effet qu'il est aléatoire de financer la formation des femmes alors qu'ils ne sont pas sûrs qu'elles continueront de travailler, leur mari étant susceptible de s'y opposer.

L'autorisation maritale n'est parfois pas accordée aux femmes mariées lorsque la formation nécessite un déplacement à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, dans un lieu éloigné du domicile conjugal.

Cependant, faute de statistiques, il est difficile de connaître le nombre des femmes qui ont bénéficié d'une formation professionnelle en cours d'emploi.

VII. PROTECTION DE LA SANTE MATERNELLE ET PLANIFICATION DE LA FAMILLE

A. LES SERVICES DE SANTE AU ZAIRE

L'insuffisance des infrastructures sanitaires ainsi que la non-généralisation du système de sécurité sociale rendent difficile l'accès de toute la population aux services de santé. Par ailleurs, nombreux sont les zairois qui recourent à la médecine traditionnelle ; celle-ci est officiellement reconnue en raison de la politique de recours à l'authenticité, mais sa pratique est soumise à la délivrance d'un titre par le Département (Ministère) de la santé publique.

Néanmoins, le Zaïre s'efforce, dans la mesure de ses possibilités, d'améliorer ses conditions sanitaires. Ainsi, il a été créé plusieurs centres de protection maternelle et infantile dénommés "Centres mère et enfant" et un organisme public dénommé "Centre national de planification de la nutrition humaine", qui a pour mission d'élaborer la politique du Conseil exécutif en matière de nutrition. Dans tous les centres hospitaliers, un service médico-social assure les vaccinations et dispense des cours en matière d'hygiène et de nutrition. Il existe également des équipes mobiles. Des centres de promotion sociale, répartis dans tout le pays, dispensent des cours de puériculture et d'hygiène élémentaire. Des efforts sont également faits en vue de former des animateurs ruraux, sociaux et des agents sanitaires. Par ailleurs, il est fait obligation à tout employeur soit d'organiser son propre service médical au sein de son entreprise, soit de recourir à des services extérieurs.

Cependant, tous ces efforts sont loin de satisfaire les besoins de la population en matière de santé.

B. LA PLANIFICATION DE LA FAMILLE

1. Le "programme des naissances désirables"

Malgré des efforts de redressement économique, le Zaïre connaît de grandes difficultés pour assurer son développement en raison notamment d'un taux de croissance démographique élevé (2,9 p.100 en 1980 selon une estimation de la CEA ^{1/}).

Rompant avec la politique pronataliste léguée par le pouvoir colonial, le Chef de l'Etat a pris une position officielle en 1972 en faveur de la planification de la famille, dans le but d'adapter la croissance démographique à la croissance économique, tout en diminuant la mortalité qui reste élevée au Zaïre (16,8 p.1000 en 1980 ^{1/}). C'est ainsi qu'un "programme des naissances désirables" a été mis sur pied en janvier 1973 et confié au Conseil national pour la promotion du principe des naissances désirables (CNPPND) créé par l'ordonnance 73/089 du 14 février 1973. Ce conseil avait notamment pour mission :

^{1/} Source : Données démographiques pour les Etats membres de la CEA

- de promouvoir l'information et l'éducation de la population sur les problèmes de régulation des naissances ;
- de dispenser les services de santé appropriés ;
- de coordonner les activités des divers organismes nationaux qui s'occupent de planification de la famille.

En 1975, le CNPPND a été remplacé par un comité plus élargi, le Comité national pour les naissances désirables (CNND) , qui a été chargé d'assurer l'expansion du programme à travers le pays. Ce programme poursuit les principaux objectifs suivants :

- protéger la santé des mères en leur proposant des méthodes d'espacement des naissances ;
- assurer des consultations médicales pour les enfants de moins de cinq ans afin de diminuer la mortalité infantile et d'améliorer la santé des jeunes enfants ;
- dispenser aux adolescents une éducation sexuelle conçue comme une éducation à la vie ;
- soigner la stérilité .

Cependant, le programme rencontre des difficultés pour atteindre ses objectifs en raison notamment de la réticence de la population, surtout masculine (convictions religieuses ou morales, crainte que la contraception facilite les relations extra-conjugales, inconvénients des méthodes contraceptives sur le plan de la santé) et des contradictions qui existent entre ce programme et les textes légaux en vigueur en particulier le code pénal (article 178) qui considère l'usage des méthodes contraceptives comme une infraction. Enfin, il convient de souligner que le manque d'information de la population entrave considérablement le succès du programme des naissances désirables.

2. Le problème de l'avortement

Bien qu'ayant pris une position officielle en faveur d'une politique de planification de la famille, le législateur zaïrois ne s'est cependant pas prononcé en faveur de l'interruption volontaire de grossesse.

L'avortement est illégal et est considéré par le Code pénal comme une infraction pour celui qui l'a provoqué comme pour celle qui l'a subi. L'avortement demeure illégal même lorsqu'il est pratiqué pour des raisons thérapeutiques et cela en dépit de l'arrêté départemental (ministériel) portant code de déontologie des médecins, qui tolère l'avortement thérapeutique à certaines conditions très strictes. Cette contradiction entre les différents textes en vigueur met les médecins dans une position difficile et les incite à rester passifs devant une femme que sa grossesse met en danger, car leur intervention pourrait leur coûter une peine de prison.

Tout au plus bénéficieront-ils des circonstances atténuantes s'ils ont respecté les conditions imposées par l'arrêt.

Cependant l'interdiction de l'avortement ainsi que le manque d'information sur les méthodes contraceptives proposées par le programme des naissances désirables, sont à l'origine de nombreux avortements clandestins. Il est difficile de connaître le nombre de ces avortements, du fait même qu'ils sont clandestins et ne sont découverts que lorsqu'ils entraînent des complications qui sont soignées en milieu hospitalier. Les victimes en sont surtout des jeunes filles et des femmes seules qui se trouvent dans des conditions matérielles difficiles et refusent de mener à terme une grossesse qu'elles n'ont pas désirée et d'avoir un enfant qu'elles ne seront pas capables d'élever.

Ce problème a pris une ampleur considérable ces dernières années et nécessite une attention particulière de la part du législateur et des pouvoirs publics, il doit être examiné avec des yeux réalistes afin de trouver une solution appropriée.

VIII. DROIT PENAL

A. REPRESSION DE L'ADULTERE ET DE L'ABANDON DE FAMILLE

1. L'adultère

Comme il a été mentionné dans la section sur le mariage, le devoir de fidélité imposé aux deux époux est plus rigoureux pour la femme que pour le mari. Le décret du 25 juin 1948 réprimant l'adultère et la bigamie en cas de mariage civil ou assimilé, dans son article 3, et le décret du 5 juillet 1948 sur le mariage monogamique des indigènes, dans son article 13, stipulent que " la femme convaincue d'adultère sera punie d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende de cent à mille zaires ou d'une de ces peines seulement. Sera puni des mêmes peines, le mari convaincu d'adultère, si l'adultère a été entouré de circonstances de nature à lui imprimer le caractère d'une injure grave". Il a été jugé que le concubinage à lui seul n'imprime pas ce caractère à l'adultère du mari (Léo., 30 novembre 1950, R.J.C.B. 1951, p.61). En cas d'adultère punissable, les peines portées à l'article 3 seront appliquées au complice (art.4 du décret du 25 juin 1948). La poursuite ou la condamnation pour adultère ne pourra avoir lieu que sur la plainte de l'époux qui se prétendra offensé.

Devant les hésitations du législateur colonial à réprimer fermement l'adultère, lui qui luttait contre les pratiques de polygamie, les tribunaux appelés à apprécier quand un adultère est punissable se montrent très tolérants. Par ailleurs, les femmes ne portent que rarement ces actions devant les tribunaux, à moins qu'elles ne veuillent en tirer avantage pour une action éventuelle en divorce.

2. L'abandon de famille

Les époux ont le devoir de cohabiter et de se secourir mutuellement (art. 119 et 120 du Code civil, Livre 1er). Le devoir de cohabitation étant d'ordre public, le décret du 15 juillet 1949 réprime l'abandon de famille. La peine est de 8 jours à deux mois de servitude pénale.

Cependant, dans la pratique, avec l'augmentation du nombre des unions de fait (vulgairement appelées "deuxième bureau") et la tolérance de la société à l'égard de ces unions, nombreuses sont les femmes zairoises qui sont victimes d'abandon. L'ignorance de la loi et de la procédure à suivre rendent extrêmement difficile l'exercice d'un recours dans ce domaine. Il faut ajouter à cela les contraintes culturelles et financières, car les femmes abandonnées par leur mari vivent généralement dans l'espoir de le voir revenir un jour et épuisent toutes les ressources pour subvenir aux besoins du ménage.

B. REPRESSION DES CRIMES PERPETRES CONTRE LES FEMMES

1. Le rapt

L'article 67 du Code pénal, Livre II, punit d'un an à cinq ans de servitude pénale celui qui enlève ou fait enlever, arrête ou fait arrêter arbitrairement, détient ou fait déténir une personne quelconque. Les peines sont de 5 à 20 ans lorsque la personne enlevée, arrêtée ou détenue aura été soumise à des tortures corporelles et de servitude pénale à perpétuité ou de mort si les tortures ont causé la mort. Ces dispositions légales sont de portée générale et s'appliquent indistinctement aux hommes et aux femmes.

2. Les attentats à la pudeur et au viol.

Les articles 167 à 171 bis du Code pénal, Livre II, punissent de six mois à cinq ans de servitude pénale les attentats à la pudeur et le viol. Les peines sont de cinq à quinze ans lorsque les victimes d'attentat à la pudeur sont des mineures et de cinq à vingt ans si le viol est accompagné de violence, de ruse ou s'il est commis sur une mineure. Une présomption légale pèse sur les auteurs de viol commis sur des mineures, âgées de moins de 14 ans révolus.

C'est pourquoi, la jurisprudence estime que l'auteur d'un viol commis sur un enfant impubère, qui excipe de l'ignorance de l'âge de la victime, ne se disculpe pas s'il n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour s'en assurer (Elis. 24 avril 1945, R.J.C.B. p. 121).

C. REPRESSION DES ATTENTATS AUX MOEURS ET DE LA PROSTITUTION

Les articles 172 à 174 bis du Code pénal, Livre II, répriment sévèrement les attentats aux mœurs. Tombent sous le coup de ces dispositions légales :

- ceux qui auront porté atteinte aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption d'une personne de l'un ou l'autre sexe, âgée de moins de 21 ans (art. 172);
- ceux qui, pour satisfaire les passions d'autrui auront embauché, entraîné ou détourné, en vue de la débauche ou de la prostitution, même avec son consentement, une personne de plus de 21 ans.
- ceux qui auront tenu une maison de débauche ou de prostitution;
- ceux qui vivent en tout ou en partie aux dépens des personnes dont ils exploitent la prostitution ainsi que ceux qui auront habituellement exploité de quelque autre façon, la débauche ou la prostitution d'autrui.

Les peines varient de 3 mois à cinq ans.

Cependant, la relâchement des mœurs et les difficultés économiques que connaît le pays depuis son accession à l'indépendance favorisent la prostitution et contribuent à l'augmentation du nombre de personnes qui transgressent ces dispositions légales et à la rareté des actions répressives fondées sur elles. Il y a de temps à autre des décisions des pouvoirs publics qui, au nom des principes moraux dénoncent la prostitution et les maisons qui la favorisent, mais elles sont rarement suivies d'effets.

Dans le contexte économique actuel, nombreuses sont les femmes qui se livrent à ce commerce pour satisfaire leurs besoins vitaux et il est nécessaire que les pouvoirs publics dans leur lutte contre la prostitution, se penchent sur les causes de ce phénomène social et sur le sort des femmes qui la pratiquent afin de trouver une solution à leurs problèmes.

Sont également réprimés par le droit pénal les outrages publics aux bonnes mœurs. Les articles 175 al. 4, 176 et 178 du Code pénal, Livre II, stipulent que " quiconque aura chanté, récité, fait entendre ou proféré des obscénités dans des réunions ou lieux publics, ... quiconque aura publiquement outragé les mœurs par des actions qui blessent la pudeur..." sera puni d'une peine de servitude pénale de 8 jours à trois ans.

D. REPRESSION DE LA CONTRACEPTION ET DE L'AVORTEMENT

L'article 178 du Code pénal, Livre II, punit l'exposition, la vente, la distribution, la fabrication, l'importation et la publicité des objets ou des moyens destinés à empêcher la conception ou à faire avorter. La peine est de huit jours à un an de servitude pénale ou d'une amende de 25 à 1000 zaïres.

Comme il a été mentionné dans la section sur la planification de la famille, ces dispositions légales sont en contradiction avec la politique de régulation des naissances adoptée depuis 1972

Par ailleurs, l'article 165 du Code pénal, Livre II, punit de deux à dix ans de servitude pénale quiconque aura fait avorter une femme par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen. La femme qui se fait avorter volontairement est passible d'une peine de deux à cinq ans. Comme on l'a déjà vu, ces dispositions n'empêchant pas l'avortement clandestin qui se répand de plus en plus, et nécessite une intervention de la part du législateur.

IX. MECANISMES D'APPLICATION DES LOIS

Les droits reconnus par les lois et coutumes seraient utopiques s'il n'existait pas une action contraignante pour amener les citoyens à les respecter. C'est pourquoi leur violation est assortie de sanctions pénales, civiles et administratives.

- Procédures et sanctions pénales

Le Code pénal réprime, en son Livre II, toutes les atteintes contre les personnes, les biens, la tranquillité et la sécurité publique, etc. Le Ministère public est chargé de surveiller l'exécution des actes législatifs, des actes réglementaires et des jugements. La répression obéit à des règles de procédure instituées par le Code de procédure pénale.

Lorsqu'une personne est lésée dans ses droits elle peut porter plainte devant l'officier du Ministère public ou magistrat du parquet, qui se chargera de mettre l'action publique en mouvement. Elle peut aussi saisir directement le tribunal et dispose à cet effet de la citation directe prévue par l'article 70 du Code pénal. Le recours du ministère d'un défenseur (avoué ou avocat) n'est pas obligatoire sauf lorsque les faits sont graves et passibles de la peine de mort ou de la servitude pénale à perpétuité. Lorsque les parties sont indigentes, le Président du tribunal peut commettre un avocat d'office.

- Procédures et sanctions civiles

En matière de droit privé, l'initiative de saisir le tribunal appartient à la seule partie lésée et doit respecter certaines règles instituées par le Code de procédure civile. L'officier du Ministère public peut agir par voie principale dans l'intérêt de toute personne lésée qui serait inapte à ester en justice, à assurer sa défense et à y pourvoir (article 3 du Code d'organisation et de compétence judiciaires). Il peut également demander au président de la juridiction la désignation d'un conseil ou d'un défenseur chargé d'assister ces personnes.

- Procédures et sanctions administratives

En vertu de l'article 102 alinéa 2 de la Constitution, les cours et tribunaux n'appliquent les actes des autorités administratives que pour autant qu'ils

sont conformes à la loi. Par ailleurs, toute personne qui y a intérêt peut introduire devant les Tribunaux compétents un recours contre tout acte ou toute décision de l'organe exécutif ou de l'administration.

Les recours en annulation sont portés devant les chambres administratives des Cours d'Appel, s'il s'agit d'une autorité régionale ou locale (article 146 du Code d'organisation et de compétence judiciaires) et devant la section administrative de la Cour Suprême de Justice, s'il s'agit d'un acte d'une autorité centrale ou d'un organisme dépendant du gouvernement central (article 147).

- La Cour suprême

La Cour suprême a reçu notamment pour mission de contrôler la constitutionnalité des lois et actes ayant force de loi, de jouer le rôle d'une Cour de cassation contre les décisions rendues en dernier ressort par les cours et tribunaux et de connaître les recours en annulation des actes et décisions des autorités centrales du gouvernement ainsi que les contestations électorales. Le ministère d'un avocat est obligatoire devant la Cour suprême.

Les mécanismes d'application des lois existent donc et garantissent l'exécution des dispositions légales en vigueur. Cependant, le problème qui se pose au Zaïre est celui de l'ignorance du droit, des mécanismes existants et de la procédure à suivre pour faire établir ces droits. Le taux d'alphabétisation de la population n'est en effet que de 40 p.100 et les femmes sont en majorité analphabètes.

Des efforts sont effectués dans le but d'informer les citoyens en général et les femmes en particulier : la radio et la télévision diffusent des émissions en vue de faire prendre conscience à tous les zaïrois, hommes et femmes, de leurs droits : la presse locale y contribue par la publication de rubriques judiciaires.

Au greffe de chaque juridiction a été installé un service de relations publiques confié à un magistrat. Ce dernier a pour tâche d'informer tout citoyen sur ses droits et sur les recours éventuels ainsi que sur la procédure d'assistance judiciaire gratuite.

L'Union nationale des travailleurs zaïrois (UNTZA) et le Bureau pour la promotion de la femme (BUPROF) diffusent aux travailleurs des informations relatives au droit du travail. Le Secrétariat général à la condition féminine organise des conférences pour les femmes et fournit un service de consultation gratuite aux femmes.

Mais tous les moyens utilisés jusqu'à présent n'ont pas permis d'atteindre les résultats escomptés en raison de l'immensité du territoire et du fait qu'une grande partie de la population n'a pas accès aux moyens de communication.

La situation de la femme est en outre aggravée par son incapacité d'ester en justice et par les contraintes psychologiques qu'exercent les coutumes.

Il est indispensable de poursuivre les efforts de vulgarisation du droit en introduisant des notions élémentaires de droit dans les programmes d'enseignement et dans les réunions des cellules du parti ou des associations professionnelles car il n'est pas aisé pour une population ayant un faible degré d'instruction d'assimiler le dualisme juridique que connaît le Zaïre, à savoir un droit importé qui ne correspond pas aux mentalités et aux traditions et des coutumes inadaptées aux exigences du monde moderne et du développement.

Il convient surtout de reconnaître à la femme sa capacité juridique pour lui permettre de jouir effectivement de tous les droits garantis aux citoyens zaïrois.

X. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Lorsque l'on étudie la situation juridique de la femme au Zaïre, on constate que la femme zaïroise a, comme la plupart des femmes dans le monde, été longtemps privée de ses droits civils et politiques, si l'on fait exception des quelques cas de reines influentes ou de femmes consultées en raison des pouvoirs occultes qui leur sont attribués.

A son arrivée, le colonisateur s'est préoccupé surtout des hommes et a marginalisé les femmes qui jouissaient déjà d'un statut inférieur; il les a tenues à l'écart de l'instruction et a renforcé les pratiques inégalitaires par des interventions législatives.

A l'indépendance, les dirigeants politiques, devant faire face à des luttes internes qui ravageaient le pays et à de graves problèmes économiques et monétaires, n'ont pas eu le temps de se préoccuper d'améliorer le sort de la femme.

Au début de la première République, une attention particulière a été accordée à la situation de la femme zaïroise et une politique d'émancipation de la femme a été amorcée, conformément aux principes d'égalité entre tous les citoyens affirmés dans la Constitution.

Mais, dans la réalité, il existe un écart considérable entre les principes constitutionnels d'égalité et la situation inégalitaire de fait et même de droit.

Les premières inégalités sont celles relatives au statut de la femme tel qu'il est réglementé par le Code civil. Ainsi, l'accès à la fonction publique, le droit au travail, le droit à la propriété individuelle ou collective, l'exercice d'un commerce, etc., sont subordonnés, pour la femme mariée, à l'autorisation maritale. Elle n'utilise que rarement les recours qui lui sont offerts en cas de refus du mari car leur exercice risque de compromettre le lien matrimonial.

Devant la justice, également, le droit de se défendre est limité pour la femme mariée, en vertu du Code civil qui stipule que " la femme mariée ne peut ester en justice civile ... sans l'autorisation de son mari, à moins qu'elle plaide contre celui-ci "

Le droit pénal lui aussi consacre des principes inégalitaires, en particulier en matière d'adultère, puisque l'adultère de la femme est toujours punissable et peut être déduit d'une simple correspondance tandis que celui du mari, pour être punissable, doit être entouré de circonstances de nature à lui imprimer le caractère d'une injure grave.

Il faut ajouter à cela l'ignorance du droit^{et} des mécanismes juridiques, l'insuffisance de moyens financiers, le manque de conseil juridique (les spécialistes du droit n'acceptant que rarement de se déplacer dans les zones reculées du pays) et le dualisme droit écrit/droit coutumier qui ne fait qu'accentuer la confusion et contribue à retarder l'amélioration de la condition de la femme.

Sur le plan politique, les femmes sont représentées à tous les échelons et dans tous les domaines de la vie nationale : Bureau politique, Comité central du MPR, Conseil législatif, Conseil exécutif, magistrature, enseignement, médecine, etc. Mais leur représentation est très faible dans les organes de décision et n'a que peu d'incidence sur la politique du pays.

Par ailleurs, la politique d'émancipation des femmes prônée par le Chef de l'Etat n'a rencontré que peu d'écho auprès de la majorité des hommes zairois. Certains pensent qu'il est prématuré de promouvoir les droits de la femme alors qu'elle n'en a pas encore clairement exprimé le désir. D'autres considèrent que le statut de la femme est le problème de quelques femmes intellectuelles et urbaines qui cherchent à bouleverser les traditions et les coutumes.

Il est vrai que peu de femmes s'intéressent au problème de la condition féminine, soit par ignorance, soit par résignation. En outre, il existe des divisions entre les différentes catégories de femmes (intellectuelles/illétrées, femmes urbaines/femmes rurales, femmes mariées/ femmes célibataires, etc). Ces divisions entravent la cohésion indispensable à toute action efficace en vue d'améliorer la condition de la femme.

Toutes ces raisons expliquent pourquoi la politique d'émancipation de la femme amorcée depuis 1967, n'a pas atteint ses objectifs. Elles démontrent que les contraintes psychologiques et culturelles constituent un obstacle majeur à l'amélioration de la condition de la femme.

C'est pourquoi il est indispensable que le législateur intervienne dans le domaine des droits de la femme et tire les conséquences juridiques du principe d'égalité affirmé dans la Constitution en abolissant les inégalités qui subsistent dans le droit écrit, en harmonisant les textes et en comblant les lacunes. Le maintien de textes discriminatoires empêche toute évolution des mentalités et accentue l'effet des contraintes culturelles. Les commissaires du peuple,

qui discutent actuellement le projet de code de la famille au Conseil législatif, doivent prendre conscience de l'importance de l'enjeu car la recherche d'une solution aux problèmes de la femme vise à l'amélioration des conditions de vie de toute la société.

Cependant, l'intervention du législateur, aussi indispensable soit-elle, ne suffira pas à elle seule à améliorer le sort de la femme elle doit s'accompagner d'une action concertée de tous les pouvoirs publics, à commencer par leur organe de conception et d'inspiration, le Comité central, à qui il revient de formuler une politique claire et de déterminer les options fondamentales en la matière.

Dans ce cadre, des mesures devront être prises afin d'améliorer l'accès des femmes aux services de santé, d'instruction, de formation, etc. en vue de leur assurer la jouissance effective des droits reconnus à tous les citoyens : éducation, travail, propriété individuelle ou collective, exercice de l'art, du commerce, etc., car sans cette jouissance elles ne pourront participer de façon efficace à l'édification nationale et au développement du pays.

Par ailleurs, l'analphabétisme et le faible niveau d'instruction étant très répandus chez les femmes, il faudra déployer des efforts particuliers pour pourvoir à leur éducation, à leur formation et à leur information en vue de leur permettre de s'ouvrir à des connaissances nouvelles et de s'enrichir de l'expérience des autres.

L'introduction de cours portant sur les droits de l'homme, les droits spécifiques de la femme et de l'enfant ainsi que les mécanismes d'application des lois dans les programmes scolaires, dans les assemblées des groupements professionnels et dans les réunions des cellules de base du parti, améliorera la connaissance du droit par la population en général et par la population féminine en particulier, contribuant ainsi à renforcer l'intégration de la femme dans la société.

Depuis sa création, le Secrétariat général à la condition féminine s'attèle, à travers l'ensemble du pays à l'encadrement des femmes par catégorie professionnelle (travailleuses, paysannes, médecins, etc.) ou par groupe d'intérêt (veuves, ménagères, catholiques, protestantes, kimbanguistes, musulmanes, etc.). Une prise de conscience accrue et une meilleure participation des femmes à la vie politique a été constatée depuis lors. Ainsi, aux dernières élections législatives, nombreuses étaient les femmes à poser leur candidature.

Mais pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés sur l'immense territoire du Zaïre où le taux d'analphabétisme est très élevé, le Secrétariat général à la condition féminine a besoin de beaucoup plus de moyens que ceux dont il dispose actuellement. Ces moyens lui permettront d'entreprendre des actions concrètes, telles que l'adduction d'eau, l'approvisionnement en semences enrichies, l'amélioration des infrastructures sanitaires, la mise en place de programmes de formation, etc.

Ces actions, visant à l'amélioration des conditions de vie des femmes les plus démunies, qui sont les plus nombreuses, et à leur indispensable intégration au processus de développement, nécessitent une assistance financière et technique de la part des organisations internationales.